



Institut de recherche sur le Maghreb contemporain

Bulletin trimestriel octobre-décembre

2 0 1 9



Sommaire

- 2 Editos
- 3 Présentation de l'IRMC
- 4 Jeune recherche
 - Domination et protestation dans les mondes du travail tunisiens : une sociologie comparative, **Mohamed Slim Ben Youssef**
 - La Ligue tunisienne pour la défense des Droits de l'Homme : témoin des recompositions de la cause des droits de l'Homme, et des signifiés derrière le concept de « société civile » en Tunisie ? Riadh Amine Ben Mami

9 Programme de recherche

- Gestion locale des migrations en Tunisie,
 Marouen Taleb et Betty Rouland
- 11 Travaux de recherche
 - Les mots au Maghreb, Marta Luceño Moreno
 - Homosexualité et terminologie en Tunisie, Marta Luceño Moreno
 - From medical tourism to regionalism from the bottom up: emerging transnational spaces care between Libya and Tunisia, **Betty Rouland**

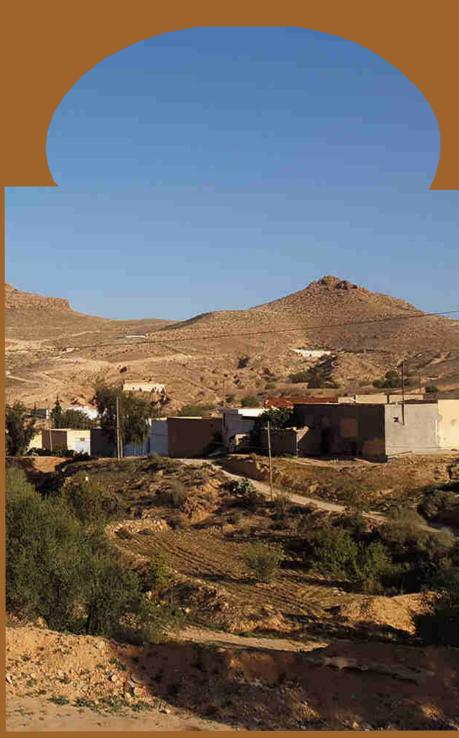
16 Compte-rendu de lecture

- Tahar Haddad, une pensée de l'émancipation, Mohamed Slim Ben Youssef

18 Comptes-rendus d'activités

- Masterclass « Environnement, déchets et économies de recyclage dans le Maghreb contemporain »,
 Jamie Furniss
- Retour sur la 4ème édition de l'Ecole doctorale itinérante en SHS Maghreb-Afrique subsaharienne, **Manon Rousselle**
- EDI 2019... et si c'était encore à revivre ?, Binyou Bi Homb
- « Studio » 2019-2020, Kmar Bendana et Jamie Furniss
- La gestion de crise dans les métropoles : enjeux politiques et scientifiques, Manon Rousselle
- Le compromis et l'arrangement à l'épreuve. Approche pragmatique des sexualités dans le contexte tunisien, Monia Lachheb

LA LETTRE DE L'IRMC



Oissila Saaidia



Directrice de l'IRMC Professeur des Universités en histoire contemporaine

direction@ irmcmaghreb.org

Après plus d'une dizaine d'année d'existence, la Lettre de l'IRMC se retrouve face à un nouveau défi, celui du plurilinguisme. Ce défi a déjà, par le passé, été relevé avec Correspondances, bulletin de l'Institut entre 1992 et 2004, qui proposait son éditorial ainsi que des résumés des articles et le sommaire en version arabe. Nous proposons de revenir à ce modèle en l'enrichissant. C'est ainsi que la nouvelle mouture de la Lettre propose : éditorial, résumés d'articles et sommaire non seulement en arabe, mais en anglais. La Lettre est aussi appelée à publier des articles entièrement en langue arabe. Par ailleurs, elle s'organise désormais autour de cinq grandes rubriques : jeune recherche, travaux des chercheurs, entretien, compte-rendu de lecture et activités de l'IRMC. Il sera question dans la rubrique « Jeune recherche » de permettre à un doctorant ou un mastérisant en séjour scientifique de présenter son projet de recherche; dans la seconde rubrique, des chercheurs confirmés de l'IRMC rendront compte de leur production à travers une présentation de leur programme de recherche ou d'une de leur publication; « Les entretiens » se proposent de donner la parole à un/une collègue sur une thématique précise ; les comptes-rendus de lecture retrouveront toute leur place avec une sélection d'ouvrages choisis parmi les livres qui auront retenu l'attention de nos chercheurs ; les activités de l'IRMC livreront une rétrospective sélective des principales actions menées avant une présentation des manifestations scientifiques à venir.

Cette démarche répond à une double préoccupation : nous ouvrir à un public non-francophone et renouer avec l'esprit d'une revue scientifique à comité de lecture. Cette nouvelle mouture de la *Lettre* est aussi la traduction d'une gouvernance horizontale que je porte depuis ma nomination. Le principe de la collégialité est devenu un axe structurant de mon directorat avec la mise en place d'un comité des publications, d'un comité de

sélection des boursiers et se complète avec la création d'un comité de rédaction pour notre bulletin. La collégialité reste à mes yeux la seule option possible pour donner sens à une équipe de chercheurs indépendamment de leur statut car c'est elle qui permet de « faire équipe » et de parvenir à l'excellence car « l'union fait toujours la force ».

Je termine en renouvelant tous mes remerciements aux chercheurs de l'IRMC pour leur investissement dans cette nouvelle aventure, mais aussi à tous mes collaborateurs sans qui ce tournant majeur dans l'histoire de la revue serait impossible.

Editorial

After more than ten years of existence, the Lettre de l'IRMC is confronted to a new challenge, the multilingualism. The Institute has already rise to this challenge in the past with our former scientific newsletter Correspondance (1992-2004) which used to propose an editorial in Arabic but also abstracts of the main articles and the table of contents in Arabic. We want here to reuse this model and to enrich it. This is why the new version of the Lettre will offer the editorial, the abstracts and the table of contents not only in Arabic but also in English. The Lettre also aims to publish entire articles in Arabic in the future. Additionally, this scientific newsletter is now organized in five new columns: young research, work of the researchers, interview, IRMC activities reports and scientific reading reports. The "Young research" column is dedicated to PhD students or Master's Degree Students in fellowships at the IRMC to introduce his/her research project. The second column will let the IRMC senior researchers expose their work through a presentation of their programs or of their publications. The objective of the column Interview is to let speak a colleague on a very precise theme about his/her research. The reading reports will come back in the Lettre with books our researchers have selected for this publication. Finally the report of the activities of the Institute will return on the main events the IRMC has organized before announce the further scientific events.

This renewal answers to a double concern: to open our publication to a non French-speaking audience and to take the spirit of a periodical with a committee up again. This new version is also the translation of the horizontal governance that I am carrying since I have been nominated as a director. The principle of collegiality has

become a structuring approach of my directorship with the implementation of a publication committee, a fellowships selection committee and now a committee for our periodical. Collegiality remains to me the only possible option to give sense to a research team independently of their status. It is indeed what allows to work as a team and to reach the excellence because "there is strength in unity".

I finish this editorial by thanking again the researchers of the IRMC for their personal investment in this new adventure, but also to all of my co-workers without whom this turning point in the history of the periodical would not be possible.

الافتتاحية

بعد أكثر من عشر سنوات من تواجدها، تواجه نشرية معهد البحوث المغاربية المعاصرة تحد جديد وهو التعدد اللغوي. كان قد رُفع هذا التحدي في الماضي مع نشرية المعهد « مراسلات »، بين سنتي 1992 و 2004، بنشر إفتتاحيتها و ملخص المقالات و الفهرس باللغة العربية. نقترح اليوم الرجوع إلى هذا الأنموذج مع إثراءه. حيث يقترح الشكل الجديد للنشرية فقط باللغة العربية و ملخص المقالات و الفهرس ليس فقط باللغة العربية و لكن أيضا باللغة الإنقليزية. و هي علاوة على ذلك انشر مقالات بأكملها باللغة العربية. علاوة على ذلك البحوث الجديدة، أعمال الباحثين، خمس محاور كبرى: البحوث الجديدة، أعمال الباحثين، حوارات، عروض كتب و أنشطة المعهد.

حيث سيمكن محور « البحث الجديد » طالب دكتوراه أو ماجستير في إقامة علمية من تقديم مشروع بحثه و في المحور الثاني سيقدم باحثون من المعهد تقارير إنتاجهم من خلال عرض برامج بحثهم أو إحدى مؤلفاتهم، كما ستمنح « الحوارات » الكلمة لزميل أو زميلة من الباحثين حول موضوع محدد، كذلك ستجد عروض الكتب مكانتها مع إختيار لبعض من بين تلك التي ستجلب إهتمام باحثينا، ثم ستقدم الأنشطة عرضًا استعاديًا انتقائيًا للإجراءات الرئيسية التي تم تنفيذها قل عرض الأنشطة العلمية القادمة.

يُجيب هذا التمشي على إهتمام مزدوج: إنقتاحنا على جمهور غير فرنكوفوني و إعادة الربط مع مجلة علمية ذات لجنة قراءة. هذه الصياغة الجديدة للنشرية هي ترجمة لحوكمة أفقية أحملها منذ تعييني. حيث أصبح مبدأ التجميع محورا مكونا لإدارتي مع وضع لجنة نشر و لجنة فرز المنح و تكتمل بإنشاء لجنة تحرير لنشريتنا. يبقى من منظوري التجميع الخيار الوحيد لإعطاء معنى لفريق باحثين بغض النظر عن وضعيتهم إذ يُمكن من «إنشاء فريق » و الوصول إلى وضعيتهم إذ يُمكن من «إنشاء فريق » و الوصول إلى

أختم في هذه الإفتتاحية بتجديد شكري لباحثي المعهد الإستثمارهم في هذه المغامرة الجديدة، ولكن أيضا لكل المساعدين لي الذين بدونهم تكون نقطة التحول الرئيسية هذه في تاريخ المجلة مستحيلة.

Présentation de l'IRMC

L'IRMC

L'Institut de recherche sur le Maghreb contemporain (IRMC) est un centre de recherche en sciences humaines et sociales, à vocation régionale, dont le siège est à Tunis. Créé en 1992, il est l'un des 27 Instituts français de recherche à l'étranger (IFRE) placés sous la tutelle du ministère des Affaires étrangères et européennes et, depuis 2000, du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et de la Recherche, et du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) dont il constitue une unité scientifique de recherche (USR 3077). Un conseil scientifique participe à l'orientation et à l'évaluation de ses activités. Un comité mixte de suivi francotunisien des activités de l'IRMC se réunit chaque année.

L'IRMC contribue, en partenariat avec la communauté scientifique, notamment maghrébine et européenne, au développement de la recherche sur le Maghreb. Ses champs disciplinaires sont : l'anthropologie, la démographie, le droit, l'économie, les études urbaines, la géographie, l'histoire, les sciences politiques, la sociologie, les sciences sociales appliquées aux lettres, à la philosophie et à la psychologie.

Ses axes sont:

Axe 1 : Histoire du Maghreb (Algérie, Tunisie, Libye) XIX^e-XXI^e siècles.

Axe 2 : Sociétés maghrébines contemporaines en recomposition.

Axe 3: Gouvernance et politiques.

Ses programmes participent aux débats des sciences humaines et sociales dans une perspective comparée, à l'échelle régionale et internationale. Il organise des formations doctorales, des colloques, des séminaires et des conférences à vocation internationale. Il accueille des chercheurs, des boursiers et des stagiaires maghrébins et français, en coopération avec les institutions des pays concernés.

Sa bibliothèque est ouverte à un large public d'universitaires, de doctorants, d'étudiants, de boursiers et de stagiaires. Elle permet la consultation, sur place, de livres et de revues spécialisées (plus de 31000 ouvrages et 2 300 titres de revues).

La valorisation de ses travaux de recherche représente aujourd'hui un catalogue de plus d'une centaine de publications collectives ou d'auteurs, chez différents éditeurs.

Directrice: Oissila Saaidia.

Équipe de recherche permanente : Amin Allal, Jamie Furniss, Monia Lachheb, Betty Rouland. Chercheurs associés : Kmar Bendana, Hend Ben Othman, Katia Boissevain, Jean-Pierre Cassarino, Pierre-Noël Denieuil, Mohamed Chérif Ferjani, Jérôme Heurtaux, Habib Kazdaghli, Perrine Lachenal, Enrique Klaus, Ons Kamoun, Marta Luceño Moreno, Khaoula Matri, Imed Melliti, Sihem Najar, Rim Yacoubi.

* * *

The Research Institute for Contemporary Maghreb (IRMC) is a Humanities and Social Sciences research center, with a regional dimension, in Tunis. Founded in 1992, it is one of the 27 French Institutes of Research in the World (IFRE) under the authority of the French Ministry for Europe and the Foreign Affairs and, since 2000, the French Ministry of Superior Education and Scientific Research, and the French National Center for Scientific Research (CNRS). The IRMC is the 3077 scientific research unit (USR 3077) of the CNRS. A scientific council follows the orientation of the Institute and evaluates its activities. A French-Tunisian steering committee is reunited every year.

The IRMC contributes, in partnership with the Maghreb and European scientific community, to develop the research about Maghreb. The disciplinary fields are: anthropology, demography, economy, geography, history, law, philosophy, politic sciences, psychology, sociology, social sciences for literature and urban studies.

The axes are:

History of Maghreb (Algeria, Tunisia, Libya) 19th-21st centuries Contemporary Maghreb societies in re-arrangement Governance and Politics

The IRMC programs are participating to the humanities and social sciences debates in a compared perspective, in a regional or international level. The Institute organizes PhD trainings, seminars, symposiums and conferences in an international vocation. Maghreb and French researchers, fellows and interns are welcomed at the Institute, in cooperation with the concerned institutions of the countries they came from.

The library is open to a large academic audience such as scholars, PhD students, students, fellows and interns. It permits to consult more than 31000 books and 2 300 specialized scientific magazines. The promotion of the IRMC research works represents today a catalogue of more than 100 collective or individual publications.

Director: Oissila Saaidia

Permanent research team: Amin Allal, Jamie Furniss, Monia Lachheb, Betty Rouland.

Associated researchers: Kmar Bendana, Hend Ben Othman, Jean-Pierre Cassarino, Pierre-Noël Denieuil, Mohamed Chérif Ferjani, Jérôme Heurtaux, Habib Kazdaghli, Enrique Klaus, Ons Kamoun, Perrine Lachenal, Marta Luceño Moreno, Khaoula Matri, Imed Melliti, Sihem Najar, Rim Yacoubi.

* * :

معهد البحوث المغاربية المعاصرة هو مركز بحث في مجال العلوم الإنسانيّة و الاجتماعيّة ذو توجّه إقليمي مقرّه بمدينة تونس. و قد أُحدث سنة 1992، وهي مؤسسة من بين 27 مؤسسة حدث فرنسنة بالخارج

مؤسسة بحث فرنسيّة بالخارج. تُشرف على المعهد وزارة الشّؤون الخارجيّة والأوروبيّة، كما تُشرف عليه أيضا منذ سنة 2000 وزارة التّعليم العالي والبحث والمركز الوطني للبحث العلمي (CNRS) الذي يمثّل فيه وحدة بحث مدمجة (USR 3077).

يساهم مجلس علمي في توجيه و تُقييم أنشطة المعهد. كما تجتمع سنويا لجنة مشتركة فرنكو تونسية لمتابعة أنشطته.

يُسهم المعهد بالشَّراكة مع المجموعة العلميّة لاسيما المغاربيّة والأوروبيّة في تطوير البحوث حول المنطقة المغاربيّة. تتمحور مجالات إختصاصه في : الأنثر وبولوجيا، الديمغرافيا، القانون، الإقتصاد، الدراسات الحضرية، الجغرافيا، التاريخ، العلوم السياسية، السوسيولوجيا، العلوم الإجتماعية المطبقة على الأداب و الفلسفة و علم النفس. محاوره:

المحور الأول: تاريخ المغرب العربي (الجزائر، تونس، ليبيا) القرن 19-21. المحور الثاني: المجتمعات المغاربية المعاصرة في إعادة وضعية تشكل. المحور الثالث: الحوكمة و السياسات.

تساهم برامج المعهد في محاورات العلوم الإنسانية و العلوم الإجتماعية من منظور مقارن على المجال الجهوي و الدولي. ينظم المعهد دورات تكوينية لطلبة الدكتوراه، مؤتمرات، ندوات و ملتقيات، ذات توجه دولي. يستقبل المعهد، بالتعاون مع مؤسسات الدول المعنية، باحثين و طلبة ممنوحين و متربصين مغاربة و فرنسيين.

مكتبة المعهد مفتوحة لفئة كبيرة من الجامعيين ومن طلبة الدكتوراه و من الطلبة و من المتحصلين على منح و من المتربصين و هر تمكن من الإطلاع على عين المكان على كتب و دوريات متخصصة (أكثر من 2000 كتاب و 2300 عنوان دورية). يجسد اليوم تثمين أعمال بحث المعهد فهرس لأكثر من مائة منشور جماعي أو لمؤلفين لدى عدة ناشرين.

مديرة المعهد: وسيلة سعايدية

فريق البحث القار: أمين علال، جيمي فورنيس، منية لشهب، باتي رولاند. الباحثون المشاركون: قمر بن دانة، هند بن عثمان، كاتيا بواسفان، جون بيار كاسارينو، بيار خوال دُونياي، محمد شريف فرجاني، جيروم هورتو، الحبيب قزدلي، بيرين لاشينال، إنريك كلوس، أنس كمون، مارتا لوثينو مورينو، خولة الماطري، عماد المليتي، سهام النجار، ريم اليعقوبي.

Domination et protestation dans les mondes du travail tunisiens : une sociologie comparative

Mohamed-Slim Ben Youssef



Doctorant en science politique : « Citoyennetés industrielles et question sociale en Tunisie »

IEP d'Aix-en-Provence -CHERPA. Doctorant boursier (Bourse d'Aide à la Mobilité <u>Interna</u>tionale) de l'IRMC

تهدف الأطروحة التي أقوم بها منذ إنطلاق السنة الدراسية 2018-2019، إختصاص علوم سياسية، تحت إشراف أمين علال و إيريك قوب، إلى دراسة عالم الشغل في تونس بعد 2011 في مناخ يتسم بازدياد الإحتجاجات الإجتماعية.

يتعلق الأمر بتحليل الصلة بين التحولات في تنظيم العمل من ناحية وأساليب التعبئة العمالية أو عدم التعبئة من ناحية أخرى. في الواقع، إنها مسألة فحص، لهذه التحولات داخل فضاءات عمل ذات نظم متباينة بالإعتماد على بحث كيفي. لذا، فإن هدفي هو التساؤل عن طرق المطالب و الاحتجاجات و توسيع عمليات التعبئة في العمل في سياقات مختلفة : المصانع في القطاع الخاص الوطني ، ووحدة إنتاج في القطاع الخاص الوطني ، ووحدة إنتاج في التجارة الموازية في وسط تونس.

La thèse en science politique que je réalise, depuis la rentrée 2018-2019, sous la codirection de Amin Allal et Éric Gobe, vise à étudier les mondes du travail dans la Tunisie post-2011, dans marqué contexte recrudescence de la conflictualité sociale. Il s'agit d'analyser, d'une part, l'articulation entre les transformations de l'organisation du travail et d'autre part, les modes de (dé)mobilisation des travailleurs. En effet, il est question d'examiner, grâce à un dispositif d'enquêtes qualitatives, transformations dans des espaces de travail présentant des agencements contrastés. Ainsi. mon but d'interroger les modalités revendication, de protestation et de décloisonnement des mobilisations au travail dans des contextes variés : des usines du secteur privé national, une

unité de production travaillant pour une multinationale, un centre d'appels et le commerce parallèle au centre-ville de Tunis.

The PhD thesis in political sciences that I am working on since 2018, with my two research directors Amin Allal and Eric Gobe, aims to study working worlds in the post-2011 Tunisia. This context is affected by a resurgence of the social conflicts. This is about analyzing articulation between transformations the of working organization, on one side, and the methods of (de)mobilization of the workers, in the other side. It is indeed the occasion to examine, thanks to qualitative enquiries, transformations in the working spaces in which we find contrasted arrangements. Also, my goal is to interrogate the forms



© http://www.webdo.tn/2017

Jeune recherche

of claims, protests and decompormentalization in the mobilizations in different contexts: private national factories, production units belonging to multinational companies, a call center and inside the informal sector in Tunis downtown.

Le travail au croisement de plusieurs disciplines de recherche

Ce projet doctoral est résolument comparatif et pluridisciplinaire. Il étudie la manière dont le consentement et la contestation sont produits au sein de différents agencements de travail. Pour autant, la production et le déroulement de la protestation au travail sont un champ d'étude peu étudié par les sciences sociales en Tunisie, à l'exception de quelques travaux. Or, la centralité politique du travail apparaît au travers de la multiplication des revendications du droit à l'emploi dans les régions paupérisées du pays. Hormis les mouvements protestataires des chômeurs, le champ d'étude relatif aux conflits de travail fourmille de questionnements que ce projet doctoral entend saisir. Par ailleurs, ce travail de thèse vise à mettre en application un décloisonnement théorique et empirique entre des disciplines de recherche souvent séparées.

À ce jour, les recherches portant sur le travail sont très spécialisées : la sociologie du travail s'intéresse à l'évolution intrinsèque de l'appareil productif tandis que la sociologie des mobilisations analyse les actions collectives ayant lieu en dehors de l'espace de travail. L'association de ces disciplines de recherche peut s'avérer épistémogène. Il s'agit de faire converger les sociologies du travail et des mobilisations au sein des mondes du travail tout en prenant la mesure de l'action publique qui y intervient. Ce décloisonnement fonde l'idée d'une sociologie politique du travail, rendant compte des formes de politisation de l'expérience de travail en dépassant la

délimitation entre un « dedans » et un « dehors ».

Les espaces de travail, étudiés du point de vue des subjectivations plurielles des travailleur-se-s, seront appréhendés comme des institutions politiques engendrant la production de normes et de rapports de force.

(Re)penser la domination localement par le travail

À l'exception des travaux portant sur les situations révolutionnaires récentes et les mouvements protestataires arabes post-2011, la recherche scientifique au Maghreb est, à partir des années 1970, fortement imprégnée par 1es mouvements islamistes, et ce, au détriment des questions liées au travail. L'entrée par le travail permet de recentrer la focale de la question sociale en Tunisie et de poser l'hypothèse de la centralité de cette question dans les révoltes arabes de 2011.

De manière plus générale, les études sur les conflits au travail sont devenues plutôt marginales en sciences sociales. À partir des années 1990, le nouvel intérêt de la sociologie des mobilisations pour les mouvements dits « identitaires » a eu comme effet un moindre intérêt pour la « question sociale » structurée autour du travail. Pour autant, en France par exemple,

certaines recherches ont étudié les transformations des formes protestation et de représentation au travail concomitantes du tournant néolibéral du capitalisme et à l'aune des sur contraintes qui pèsent 1es mobilisations syndicales dans l'entreprise. D'un autre côté, les travaux sur les pays périphériques du système capitaliste, dont ceux des mondes arabes, sont encore moins nombreux. Ce projet prend à la fois acte du manque relatif de travaux sur la question dans le champ académique et du désert empirique que constituent les mondes arabes sur de telles problématiques.

Un deuxième intérêt anime ce projet doctoral. Il est relatif à la question des logiques de la domination liées aux mouvements protestataires en Tunisie. En effet, le travail consacré par Béatrice Hibou à la domination politique sous Ben Ali a laissé le champ ouvert à un questionnement sur les contre-conduites. Son analyse des dispositifs routiniers de la domination sous Ben Ali a permis de mettre au jour des dynamiques qui ont fait perdurer l'autoritarisme. Ce projet doctoral envisage ainsi de prolonger l'étude des relations de domination qui constituent dans des champs différents, en l'occurrence celui du travail. Il est question de centrer la focale sur les contre-conduites qui seront appréhendées comme constitutives des rapports de pouvoir traversant les



© RFI

Jeune recherche

agencements de travail. En effet, parallèlement à l'exercice de la domination, « les contre-conduites relèvent aussi très largement de tendances plus profondes traversant la société tunisienne et se greffant sur des objets qui, au départ, ne sont pas forcément « politiques » mais peuvent le devenir par *feed-back* répressif » (Geisser, 2009, 221).

Ainsi, la domination au travail, revêtant des formes contrastées, sera appréhendée comme un agencement homogène de logiques d'affiliation, de normes, de subjectivités et de territoires, mais dont les différentes composantes gardent une idiosyncrasie qui les singularise.

Cas d'étude et méthodes

Ce projet doctoral étudie plusieurs agencements de travail en déployant un dispositif d'enquêtes qualitatives. Le choix s'est porté sur le commerce parallèle au centre-ville de Tunis, un centre d'appels situé dans une zone industrielle à cinq minutes de l'aéroport Tunis-Carthage, une usine de soustraitance travaillant pour le groupe « Décathlon » et deux usines du secteur privé national pour lesquelles l'enquête a d'ores et déjà commencé depuis novembre 2018. Ces terrains sont situés dans des agencements différenciés et leur confrontation permet de comparer les différentes logiques sociales de contestation et de consentement.

L'approche qualitative s'impose pour mener les enquêtes. Il s'agit d'analyser les subjectivations politiques des travailleur-se-s, et donc de restituer des trajectoires sociales ainsi que les dispositions, les motivations et les « valeurs » qui les structurent. Les entretiens semi-directifs, l'observation et l'approche ethnographique forment donc l'ossature du dispositif d'enquêtes. L'observation sera combinée avec des entretiens semi-directifs pour rendre compte de l'expérience de travail et éventuellement – lorsqu'elle a lieu – de l'expérience protestataire.

Par ailleurs, ce projet doctoral conçoit deux entrées possibles aux terrains. La première consiste à envisager une manière d'approcher les cas d'études dans des moments de fonctionnement routinier des ordres sociaux du travail. C'est, par exemple. le cas du commerce parallèle, où l'on a déjà mené une pré-enquête afin d'identifier les processus de constitution collectifs de travail d'institutionnalisation de la revendication. Une deuxième manière d'ouvrir le terrain consiste à saisir les architectures sociales de la domination au travail dans des moments de protestation collective. C'est, par exemple, le cas de deux usines en périphérie du Grand Tunis dans lesquelles j'ai commencé à enquêter depuis novembre 2018, à l'occasion de l'éclatement de protestations ouvrières concomitantes de conflits judiciaires.

Pour conclure, le but de mon projet doctoral est de produire, à partir du cas tunisien, une compréhension ancrée localement, mais universalisable, sur les manières de dominer et de protester au travail aujourd'hui. Il est aussi possible de l'envisager comme une entrée à l'analyse de la question sociale en Tunisie, centrale dans les mouvements sociaux que connaît le pays depuis 2011.

Bibliographie sélective

ABSI Pascal, PhéLINAS Pascale, 2014, « La mécanique des normes du travail », *Revue Tiers Monde*, vol. 2, n° 218, 7-13.

ALLAL Amin, CATUSSE Myriam, BADIMON Montserrat Emperador (dir.), 2018, Quand l'industrie proteste. Fondements moraux des (in)soumissions ouvrières, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

BEININ Joël, 2012, "Egypian workers and January 25th: a social movement in historical context", *Social Research*, « Egypt in Transition », vol. 97, n°2, 323-348.

Bennani-Chraïbi Mounia, Fillieule Olivier (dir.), 2003, Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes, Paris, Presses de Sciences Po.

Bennani-Chraïbi Mounia, Fillieule Olivier (dir.), 2012, « Retour sur les situations révolutionnaires arabes », Revue Française de Science Politique, vol. 62, n°1-2, 767-796.

Burawoy Michael, 1979, Manufacturing consent. Changes in the labor process under monopoly capitalism, Chicago, University of Chicago Press.

CATUSSE Myriam, 2013, « Le limon d'une question sociale, à contrecourant des révolutions arabes ? Comment circulent les paradigmes au nord et au sud du Sahara », Revue internationale de politique comparée, vol. 20, n°2, 81-100.

GEISSER Vincent, in. Coll., 2009, « Autour d'un livre. Béatrice Hibou, La Force de l'obéissance. Économie politique de la répression en Tunisie, Paris, La Découverte, 2006, 363 pages », Politique africaine, vol. 113, n°1, 211-226

GIRAUD Baptiste, 2009, « Des conflits du travail à la sociologie des mobilisations : les apports d'un décloisonnement empirique et théorique », *Politix*, vol. 86, n°2, 13-29.

HIBOU Béatrice, 2006, La Force de l'obéissance. Économie politique de la répression en Tunisie, Paris, La Découverte.

LONGUENESSE Elisabeth, CATUSSE Myriam, DESTREMAU Blandine (dir.), 2005, « Le travail et la question sociale au Maghreb et au Moyen-Orient », Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée, n°105-106, 15-43.

QUIJOUX Maxime, 2017, « Les conflits du travail dans le monde aujourd'hui », *Critique internationale*, vol. 74, n°1, 155-161.

La Ligue Tunisienne pour la défense des Droits de l'Homme

Témoin des recompositions de la cause des droits de l'homme, et des signifiés derrière le concept de « société civile » en Tunisie ?

Riadh Amine Ben Mami



Doctorant en science politique à l'IEP d'Aix-en-Provence | CHERPA. Intitulé de thèse : « Consolider la démocratie et reconstruire la société civile. Les associations de "surveillance démocratique" en Tunisie ».

Présentation de l'atelier doctoral du 4 décembre 2019.

بحثا عن طرح مفهوم المجتمع المدني، علاقاته بالسلطة و دوره السياسي الحالي، فإن دراسة حالة الرابطة التونسية للدفاع عن حقوق الإنسان هي فكرة مفيدة. أسست في سبعينات القرن الماضي من قبل الجناح الإصلاحي للحزب الإشتراكي الدستوري. وقد وقع تحديد إتجاهاته و الحياة الجمعياتية و فاعل سياسي لا الحياة الجمعياتية و فاعل سياسي لا يمكن الاستغناء عنه.

Cherchant à interroger la notion de société civile, ses rapports au pouvoir et son rôle politique actuel, l'étude du cas de la Ligue Tunisienne pour la défense des Droits de l'Homme est éclairante. Fondée dans les années 1970 par l'aile réformatrice du Parti Socialiste Destourien, ses orientations, actions et méthodes, se sont progressivement affinées pour devenir aujourd'hui un pivot de la vie associative et un acteur politique incontournable.

Studying the Tunisian League for defense of the Human Rights, this case is enlightening about the notion of civil society, its links with the power and its current political role. Founded in the 1970ies by the reformative side of the Destour Social Party, the league is, through its orientations, actions and methods, a pivotal point of the associative life and an unmissable political actor.

Près de neuf ans après la révolution tunisienne, une des plus importantes mutations politiques du pays est la recomposition de sa vie associative. En plus de s'être densifiée, elle échappe désormais à la tutelle étatique et peut librement prétendre à s'engager dans les affaires politiques du pays. Dès mon master en 2016, j'ai axé mes recherches vers les associations dont le siège central est à Tunis et, notamment, la Ligue Tunisienne pour la défense des Droits de l'Homme (LTDH). Dans le cadre de ma thèse, j'élargis ce corpus y intégrant désormais un ensemble d'associations ayant émergé depuis 2011 et qui investissent une forme spécifique d'engagement citoyen : la « surveillance de la démocratie ». Mes travaux, dans une démarche complémentaire, cherchent à établir un lien entre ces deux objets de recherche et types d'association.

Fondée en 1977 et légalisée l'année suivante, la LTDH compte une trentaine de sections régionales, fédère quelques 3 000 adhérents et s'organise autour des déclarations et traités internationaux se référant aux droits humains. Véritable « refuge du politique » sous Ben Ali, elle a connu pressions et répressions. Rien ne semble donc, *a priori*, la rapprocher de ce nouvel ensemble d'associations hétéroclites que j'étudie désormais.

Beaucoup plus récentes, elles sont surtout plus professionnalisées (au double sens de salarisées et se revendiquant d'« expertises » et de méthodologies standardisées), comptant parfois que peu, voire pas, de militants bénévoles. Concomitantes à l'arrivée de la coopération technique et financière en 2011-2012 en Tunisie dans le domaine de l'ingénierie de la gouvernance, elles multiplient les initiatives pour observer différentes élections sur tout le territoire, jouer le d'observateur (et parfois, lobbyistes) auprès des politiques, lancer des alertes contre la corruption et les mauvaises pratiques et, parfois, deviennent de véritables acteurs de réforme des politiques publiques.

Pourtant, une série de connexions s'établit au fur et à mesure entre ces types d'association, au-delà de quelques formes de transferts générationnels (filles et fils de militants de l'opposition au régime autoritaire membres de cette association quarantenaire intégrant ces nouvelles associations).

Le premier lien est tout simplement formel. Ciblant en premier lieu les associations observant les élections en Tunisie depuis la révolution, il m'est rapidement apparu que la première initiative de ce type remonte aux élections de 1994. À ce moment crucial de recomposition du militantisme des droits de l'homme face à Ben Ali, après des premières formes de coopération et cooptation en direction du régime, la LTDH lance la première observation électorale. À l'occasion des élections de 2011, 2014, voire au-delà, elle est admissible aux accréditations en tant

Jeune recherche

qu'« observateur local » de la part de l'Instance Supérieure Indépendante pour les Elections, au même titre que Atide et Mourakiboun. Portée initialement à la tête d'un Observatoire réunissant plusieurs associations « historiques » de la société civile tunisienne, la LTDH intègre par là-même un des premiers projets financés par la coopération extérieure en Tunisie et l'un des plus conséquents.

En effet, au même titre que le réseau Mourakiboun, la Ligue est financée dès 2011 par des fonds de la Commission Européenne. Pour autant. leur

positionnement vis-à-vis des acteurs de la coopération internationale diffère radicalement. réseau Mourakiboun, alors construction, entend bien s'appuyer sur l'assistance technique internationale et opte donc rapidement pour la consolidation de son réseau

dans le domaine des élections, de la décentralisation ou de la santé. En revanche, la LTDH refuse toute immiscion étrangère (par le biais de formateurs par exemple) dans son projet « élections ». C'est pourquoi en 2014, elle ne publie pas le rapport narratif et peine à remettre le rapport financier, dispositions obligatoires dans ce type de financements. Elle ne peut donc pas obtenir de financements pour reconduire son projet au-delà des premières élections de la IIème République Tunisienne. La LTDH semble plus réticente que les jeunes associations à se reconvertir à la « gestion de projet » dans le domaine de la gouvernance.

Avant 2011, la Ligue, désignée comme advocacy NGO par Michel Camau 1, cherchait déjà, comme d'autres associations indépendantes ou opposantes, à influer sur les législations ou les politiques publiques. Dans les années 1980, rejointe par l'Association Tunisienne des Femmes Démocrates, elle lance une large campagne conférences de presse, séminaires,

interventions médiatiques – en faveur de changements législatifs ratifications de traités régionaux ou internationaux. Avec l'ATFD, elle contribue à la ratification partielle du CEDAW en Tunisie, Convention pour 1'Elimination de toutes Discriminations à l'égard des Femmes². Dès les années 1980, elle est un élément clé de la réglementation de la garde à vue. Son « plaidoyer » incessant va de pair avec une professionnalisation de plusieurs militants ligueurs : maîtrise croissante des conventions et du langage des organisations internationales. C'est

investie par des militants de partis, et de plus en plus réprimée par un régime supprimant toute voix dissidente, la Ligue est la pionnière dans le recours au référentiel des droits de l'homme, aux conventions et organisations internationales pour dénoncer les exactions du pouvoir de Ben Ali. Acteur incontournable des genèses

plurielles des droits de l'homme et de la « société civile » en Tunisie, qu'ils prennent un sens de coopération (et parfois de composition) avec le régime autoritaire ou d'opposition à celui-ci, la LTDH doit, depuis 2011-2012, concilier

> avec la recomposition du champ associatif et décuplement des possibilités de financements extérieurs, mais aussi avec recompositions profondes des droits de l'homme et de la société civile tunisienne. Soumise à la concurrence pour les financements et à l'injonction à produire des

mesurables, LTDH doit désormais apprendre à gérer efficacement des projets. Parallèlement, les droits de l'homme acquièrent un sens nouveau, avec le déclin (relatif) des organisations généralistes, au profit d'organisations « spécialistes » de droits « spécifiques ». Dans ce contexte, la Ligue, co-récipiendaire du Prix Nobel de la Paix de 2015, du fait de sa participation au Quartet organisant le Dialogue National de 2013-2014, est aujourd'hui au confluent de débats profonds sur le devenir d'une telle formation historique dans les scènes

et

associatives

politiques

contemporaines.



© tunisienumerique.com

après 2011, la pourquoi, ligue professionnalise sa démarche d'acteur de la « société civile » via la rationalisation et la managérialisation de son action dans le domaine des droits de l'homme, sous la forme d'un véritable triptyque, évaluation-sensibilisationplaidover.

Dans les années 1970, l'éviction de l'aile libérale du parti unique donne naissance à la LTDH, en vue de contribuer à une libéralisation du régime tunisien. Ce faisant, intégrant des formes de « coopération institutionnelle » entre les autorités, locales et nationales et les militants de la Ligue, la LTDH a progressivement assumé un rôle, quasipublic, de médiateur, auprès d'un large public se sentant atteint dans ses droits et dignité. Son plaidoyer s'appuie sur des formes de cooptation et d'auditions concédées par le pouvoir, alors même qu'elle incarne un avatar, très particulier, d'opposition légale. Plus tard, dans les années 1990-2000, de plus en plus

¹ CAMAU Michel, 2002, « Sociétés civiles "réelles" et téléologie de démocratisation », Revue interna-tionale de politique comparée, vol. 9, 213-232.

² Il faut attendre 2014 pour sa ratification intégrale.

Gestion locale des migrations en Tunisie

Coordonné par Marouen Taleb, chercheur postdoctoral IRMC et Betty Rouland, chercheure postdoctorale référente IRMC

Marouen Taleb



Docteur en urbanisme et aménagement du territoire. Ses recherches s'inscrivent dans les domaines de la g é o g r a p h i e économique et des

sciences de l'aménagement en rapport avec les modèles de gouvernance territoriale et de développement.

إن فهم العلاقات بين الهجرة و النمو المحلي داخل القرى التونسية يمثل هيكل برنامج معهد البحث المغاربية المعاصرة "الإدارة المحلية للهجرات في تونس" و الممول من طرف الوكالة الفرنسية للتنمية. بتجاوز الأسباب المباشرة المرتبطة بالقدرة على علاقات الشباب بمناطقهم من خلال جوانب علاقات الشباب بمناطقهم من خلال جوانب مرتبطة بمكانهم داخل المجتمع، والنسيج الاقتصادي و درجة مشاركتهم في الشؤون العامة، في ضوء عملية اللامركزية الجارية.

La compréhension des rapports entre migration et développement local au communes tunisiennes constitue l'ossature du programme « Gestion locale des migrations en Tunisie » hébergé au sein de l'IRMC et financé par l'AFD. Allant au-delà des causes directes liées à l'employabilité et au chômage, cette recherche tente de comprendre les rapports des jeunes à leur territoire à travers les aspects liés à leur place au sein de la société, du tissu économique et leur degré d'implication dans la chose publique, à l'aune du processus de décentralisation engagé.

In order to better understand the relations between migration and local development inside the Tunisian municipalities, the IRMC hosts the new research program "Local management of migrations in Tunisia". This program is financed by the French Agency for Development. It aims to go further than the explanation by the direct causes linked to employment and unemploy-Indeed. analyzes ment. it relationships of the young to the territory through the aspects link to the place in the society, to the economical fabric and the level of involvement in the common weal, in front of the beginning of the decentralization process.

Les agences de développement ont besoin de collecter des données fiables pour mesurer l'impact réel du développement sur les migrations. À des niveaux divers - politiques, tutelles, citoyens - les agences sont interrogées sur leurs actions dans le domaine des migrations. De manière générale, la redevabilité est un sujet clé et cette dernière est particulièrement prégnante dans le domaine des migrations.

Les travaux de recherche examinant les déterminants, les dynamiques et les enjeux des migrations contemporaines se sont multipliés au cours de ces deux dernières décennies. Aujourd'hui, la migration s'avère une priorité politique ainsi qu'une thématique centrale des sciences humaines et sociales. En revanche, les impacts des projets de développement sur la mobilité des populations restent très discutés et peu analysés par les chercheurs. Ces derniers

se basent souvent sur des données issues des instituts de statistiques, dont la temporalité et l'échelle territoriale ne sont pas toujours pertinentes pour les projets menés. La problématique majeure réside donc dans le fait que ces projets s'appuient sur des données et des populations « officielles » plutôt que réelles.

Dans ce contexte, le programme de recherche « Gestion locale migrations en Tunisie » financé par l'Agence Française de Développement (AFD) met en étroite collaboration professionnels terrain de académiciens. Ce projet, à portée inclusive, vise non seulement à produire et collecter des données territorialisées innovantes sur la question du développement et des migrations, mais aussi à évaluer l'efficacité des champs d'actions développés. Le projet offre, en effet, l'opportunité de développer un partenariat pionnier entre académiciens et professionnels de terrain. Tandis que les agences travaillant sur les questions migratoires visent l'opérationnalité des projets liés au développement, la composante scientifique du projet permet, elle, de contextualiser les données et d'analyser les enjeux spécifiques au développement et à la migration au niveau de trois communes: Aïn Draham (nord), Sbeïtla (centre) et Beni Khedache (sud).

Cette collaboration couvre deux thématiques du projet : la question des liens entre l'employabilité et la mobilité notamment chez les jeunes, et celle de la prise en compte de la question migratoire dans la gouvernance locale.

Programme de recherche



Figure 1 : Aïn Draham (Nord-ouest de la Tunisie) : le code forestier régissant l'exploitation forestière privilégie les grandes entreprises au détriment des jeunes de la région souhaitant s'établir comme sylviculteur — © Marouen Taleb



Figure 2 : Sbeïtla (Centre-ouest de la Tunisie) : un potentiel touristique encore inexploité - $\mathbb O$ Marouen Taleb



Figure 3 : Beni Khedache (Sud-est de la Tunisie) : un terroir en cours de valorisation - $\mathbb O$ Marouen Taleb

La recherche du lien entre employabilité et mobilité(s) pose comme hypothèse de départ que l'emploi, parmi l'ensemble des facteurs push identifiés, demeure le plus

significatif auprès de la population ciblée par les enquêtes. De ce fait, il apparaît comme nécessaire de préciser l'éventail des dimensions relatives au facteur « employabilité » à l'instar du niveau de salaire, de la garantie de l'accès à l'emploi à l'étranger à travers les réseaux transnationaux de solidarité familiale ou tribale, de la nature de l'emploi, des conditions d'entreprenariat pour les jeunes dans les communes concernées, de l'adéquation entre emploi et formation/aptitudes et entre emploi et liens familiaux et sociaux (présence/absence de réseaux clientélistes ou de favoritisme).

La seconde thématique concerne l'intégration des enjeux migratoires par les acteurs locaux. L'hypothèse de départ tend à privilégier l'idée que les niveaux d'intégration des enjeux migratoires seraient corrélés à la capacité des pouvoirs locaux à engager des démarches participatives de citoyens d'une manière générale et de leur capacité à mobiliser ces derniers pour des questions relatives développement local. En outre, dans une seconde hypothèse, l'intégration des enjeux migratoires serait également tributaire de la qualité des rapports entre l'institution de la commune et celle du gouvernorat, en charge jusqu'ici des questions de développement et de la coordination entre les services déconcentrés de l'Etat central.

Pour ce faire, il s'agira à la fois d'étudier le niveau de connaissance, la volonté politique et les outils à disposition des acteurs locaux pour intégrer les migrations dans leur stratégie de développement local. Ce volet est également dédié aux questions de perceptions de la gouvernance locale des migrations post-2011 et postélections locales de 2018 en rapport avec la question de la participation des jeunes à la vie publique, à celle du développement local et de l'accès à l'emploi. Le programme de recherche intègre ainsi les questions d'autoperception par rapport aux concepts d'identité, de société, de famille et de culture. Par le prisme scientifique, cette collaboration permet non seulement d'appuyer mais surtout d'évaluer les problématiques, les enjeux et les impacts dudit projet de développement.

Les Mots au Maghreb

Marta Luceño Moreno



Docteure en information et communication à l'Université de Liège, post-doctorante 2018-2019 à l'Université de Tunis (unité TTM), chercheure associée à l'IRMC, elle mène actuellement un

programme de recherche sur la représentation de la communauté LGBTQI+ dans les médias en Tunisie.

باحثة في الإتصال مختصة في الشأن التونسي، شاركت في برنامج معجم "الكلمات في المغرب العربي" باقتراح مدخل حول مسألة بروز النساء التونسيات منذ الاستقلال إلى اليوم.

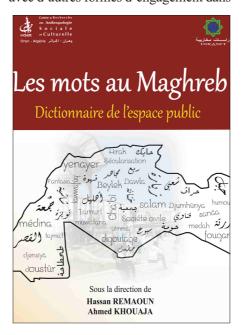
Chercheure en communication spécialiste de la Tunisie, j'ai participé au projet du dictionnaire *Les Mots au Maghreb* en proposant une entrée sur la question de la visibilité des femmes tunisiennes de l'indépendance à nos jours.

As a communication researcher, specialized on Tunisia, I participated to the project of the dictionary *Les Mots au Maghreb* [Words of Maghreb]. I contributed with an entry about the visibility of the Tunisian women since the independence.

Les Mots au Maghreb. Dictionnaire de l'espace public maghrébin recueille plus de 150 notices rédigées par « des chercheurs [...] imbibés par l'urgence d'une appropriation locale du savoir des sciences sociales qui ont essayé de visualiser des aires faisant fonction

d'espace public » ¹. Du « Hirak » au « Djumhuriya », de « l'humour » à l'« Umma » en passant par le « Doustur », le dictionnaire fait le tour des espaces publics, mais aussi des acteurs qui y défendent leurs libertés et leurs droits.

La notice dédiée à la visibilité des femmes dans l'espace public tunisien retrace, façon chronologique, l'histoire du mouvement féministe en Tunisie. Elle prend, comme point de départ, les premières interventions publiques de femmes comme Manoubia Ouertani ou Habiba Menchari, qui a initié, avec sa conférence sur le voile, un débat qui perdure encore. Aux origines, ce sont des voix d'hommes, à l'instar de Tahar Haddad, qui rendent les femmes visibles, en dénonçant par exemple la domination masculine. Pour autant, elles conquièrent aussi par elles-mêmes cette visibilité au sein de la société en s'organisant autour d'associations ou avec d'autres formes d'engagement dans



les partis politiques. « Leur activisme leur a aussi valu des "arrestations et des déportations collectives vers Tabarka, Bône et Remada" (I. Marzouki, 1993, 164). Bien que l'histoire n'ait majoritairement retenu intellectuels masculins, cette lutte fut menée collectivement par les hommes et les femmes, qui ont participé à la lutte pour les réformes sociales et politiques de tout type, y compris l'égalité de genre. » ². À l'issue de la décolonisation, l'arrivée au pouvoir de Habib Bourguiba marque le début d'une institutionnalisation des droits des femmes, avec la création un organisme officiel qui réduit possibilités des associations existantes. S'en suit une période transitionnelle marquée par le passage progressif de cette unicité imposée à une diversité d'approches féministes. ponctuée de temps forts, tels que l'émergence de la mouvance autonome féministe, l'ébullition des années 1980 la création de plusieurs organisations, ou encore les années 1990 marquées par des alliances avec la mouvance féministe internationale. La Révolution et les premières années de la démocratie ouvrent un nouveau chapitre de l'histoire du féminisme en Tunisie. Révélant l'importance de la mouvance féministe, il voit le champ féministe s'organiser, se démultiplier et intégrer de nouveaux outils tels que l'intersectionnalité des luttes.

¹ REMAOUN Hassan, KHOUAJA Ahmed (dir.), 2019, *Les Mots au Maghreb. Dictionnaire de l'espace public maghrébin*, Oran, éditions du CRASC, quatrième de couverture.

² LUCEÑO MORENO Marta, « Mouvements féministes en Tunisie », in H. REMAOUN, A. KHOUAJA, op.cit., 243-247, 245.

Homosexualité et terminologie en Tunisie

اقتراح ملخص لم يقع الإحتفاظ به لمعجم الكلمات بالمغرب العربي، تعرض هنا مارتا لوثينو مورينو أبحاثها حول اللغة العربية و الدارجة التونسية لنتطرق للمثلية الجنسية في تونس. إنها المرتبط بنتوع التوجهات الجنسانية و المويات الجندرية، من ثم إبراز تاريخ النضال من أجل الحقوق و الحريات الجمعيات النشطة في مجال حقوق المثليات و المثليين و مزدوجي الميل المتحوليين جنسيا في المغرب العربي و بصورة خاصة في تونس.

Proposition de notice non-retenue pour Les Mots au Maghreb¹, Marta Luceño Moreno expose ici ses recherches sur la langue arabe et le dialecte tunisien pour désigner l'homosexualité en Tunisie. C'est l'occasion d'évoquer l'évolution de la terminologie liée à la diversité des orientations sexuelles et des identités de genre, et ensuite de mettre en lumière l'historique de la lutte pour les droits et libertés de la communauté LGBTQI++ (Lesbiennes, gays, bisexuels, transsexuels, queer, intersexuels et plus) au Maghreb et plus spécifiquement en Tunisie.

Proposed as an entry (not published) in *Les Mots au Maghreb* (Word of Maghreb), Marta Luceño Moreno exposes here her research on Arabic language and Tunisian dialect about the designation of homosexuality in Tunisia. This is the occasion to talk about the terminology's evolution linked to the

sexual orientations' diversity and gender identity. She highlights then the history of the fight for rights and freedoms of the LGBTQI++ (Lesbian Gay Bisexual Trans, Intersex, Queer and plus) collective in Maghreb and especially in Tunisia.

Mezhly, mezlyya, mezhlyya jinsya

termes désignant l'homosexualité en arabe classique : Shuzhouzh (الشذوذ dévié/e), Liwat (en référence au peuple de Loth) ou Sihâq - relatif à l'homosexualité féminine (مثلی, مثلیة مثلیة جنسیة) – exclusivement ceux issus des dialectes maghrébins : zemel, miboun, loubia (pour l'homosexualité masculine) et lasbounet, esbienet, tacha, mrejla, taardîch (pour l'homosexualité féminine), sont tous péjoratifs ou négativement connotés. C'est pourquoi, les associations LGBTQI++ ont milité pour l'emploi d'une terminologie neutre: mizhly (homosexuel). Marginale dans le langage oral courant, elle s'est progressivement imposée dans les médias et autres textes faisant référence à la sexualité ou au genre. Cette revendication lexicale s'inscrit dans un mouvement plus vaste originaire du Moyen-Orient et qui œuvre à la formalisation écrite de glossaires LGBTOI++. Le premier est publié en 2003 par et sur le blog bint el Nas. D'autres suivront, tels que « Qamouqaws » du groupe palestinien al Qaws ou le projet wikigender.

D'autres termes d'origine étrangère ont été introduits dans la langue écrite et orale (que ce soit en arabe classique ou en dialecte). Il s'agit notamment de LGBT, LGBTQI++ ou Queer, (کویر) transgenre, gay, bisexuel, minorités

(أقلية جنسية) sexuelles etc. Certains groupes ont inventé leurs propres dénominations pour décrire C'est cas « communauté ». 1e notamment la communauté LGBTQI++ tunisienne qui utilise souvent le mot commita ou al commita kwiria pour définir.

Depuis les années 2000, plusieurs collectifs et associations défendant les minorités sexuelles, informels ou reconnus comme tels, voient le jour au Maghreb (Maroc, Algérie, Tunisie). La naissance de ce mouvement revendicatif est notamment liée à la pénalisation de l'homosexualité, à l'absence de reconnaissance de l'identité genre et aux nombreuses discriminations que subissent les personnes LGBTQI++. Au niveau légal, trois législations pénalisent l'homosexualité et prévoient de lourdes peines. En Algérie, les articles 333 ² et du Code Pénal punissent l'homosexualité par une peine de deux mois à deux ans d'emprisonnement; en Tunisie, l'article 230 du Code Pénal prévoit une peine d'un à trois ans de prison; au Maroc, l'article 489 du Code Pénal fait état d'une peine de six mois à trois ans.

La naissance des collectifs informels a débuté au Maroc en 2004 avec la création de l'association *Kifkif* et l'apparition du Forum Gaymaroc en 2005 (Gouyon, 2018, 95 - 103). Plus tard, en 2012, le collectif *Aswat* est créé par de jeunes LGBT marocains (Lachheb, 2016, 201) avec le lancement d'un magazine électronique mensuel : *Aswat magazine*. Il n'était toutefois pas le premier car *Kifkif* avait lancé en 2010 le magasine *Mithly* de façon clandestine, en versions web et imprimée. En

Travaux de recherche

Algérie, le groupe Abu Nawas est né en 2007 et a organisé des événements pour commémorer « la journée nationale de lutte pour ses droits » lors des journées TenTen. En octobre 2011, l'association Alouen voit aussi le jour en Algérie dans le but que « les LGBT Algériens réalisent à présent la nécessité de se regrouper, l'importance de ne pas se sentir seuls, de se savoir épaulés et soutenus. C'est pour cette raison qu'[elle veut] insuffler à ce mouvement l'idée que l'on peut changer les choses »3. En novembre 2014, cette association lance un projet de magazine, Shad. Au Maroc et en Algérie, les communautés s'organisent majoritairement autour de pages Facebook, très diversifiées, et entretiennent la lutte pour leurs droits par ce biais, en raison des risques encourus. En Tunisie, à l'inverse, le contexte postrévolutionnaire a permis la création d'associations légales, reconnues par l'Etat en tant qu'organisations de défense de droits des minorités ou de défense des droits LGBT. Toutefois, la structuration de la communauté commence bien avant la Révolution (Kréfa, 2019) et certains membres des principales organisations ont d'abord siégé au sein d'ONG internationales défendant les droits humains. Au même titre qu'au Maroc ou en Algérie, un premier magazine, Gay Day, a été lancé par des membres de la communauté en 2011. En parallèle, des associations comme Dami (2011), Chouf (2013), Mawjoudin (2013) et Shams (2015) se sont formées et ont obtenu la reconnaissance du statut d'association, malgré la persécution légale de certaines, notamment Shams qui lutte pour la dépénalisation de l'homosexualité. La libéralisation du secteur associatif et le contexte politique transitionnel ont favorisé le développement des demandes publiques de reconnaissance des droits de la communauté, en particulier autour de la dépénalisation de l'homosexualité et l'interdiction du « test anal » forcé à des fins légales, que l'État tunisien s'est engagé à éliminer en 2021.

Actuellement, ces associations occupent un double rôle dans la société tunisienne comme au Maroc et en Algérie mais d'une façon moins visible. D'un côté, elles s'emploient à former les membres de la communauté sur des questions comme la sécurité ou l'acceptation de soi. De l'autre, elles font un travail de vulgarisation et de sensibilisation aux droits LGBTQI++ auprès du grand public, utilisant de facon privilégiée les canaux médiatiques, publicitaires et culturels. L'association Shams a lancé sa propre radio ShamsRad. l'association Mawjoudin a créé en 2018 le



© kapitalis.com/tunisie/2018

Mawjoudin Queer Film Festival. Bien que principalement destiné à la communauté et à ses alliés, il s'adresse aussi, à travers une programmation variée (projection, performances, débats et tables rondes), au grand public. D'autres événements ont été organisés avec plusieurs organisations comme les différentes éditions de la semaine LGBT à l'Institut Français de Tunisie « Couleurs d'Avril » qui offre un espace de débats, de rencontres artistiques, etc. Les associations ont produit ensemble des rapports sur les discriminations et violences subies par les personnes LGBTQI++ en Tunisie et ont créé des « points discrimination » à destination des membres de la communauté qui rencontrent des problèmes du fait de leur orientation sexuelle.

> **Marta Luceño Moreno** Chercheure associée à l'IRMC

Bibliograhie

BOILINI Guiada, 2018, "Linguaggio nella costruzione dell'identità per gli individui LGBT in Palestinia e Giordania", amslaurea.unibo.it [En ligne: https://amslaurea.unibo.it/16522/1/Giada%20Boilini-%20Il%20linguaggio%20nella%20c ostruzione%20dell'identit%c3%a0%20degli%20individui%20LGBT%20in%20Giordania%20e%20Palesti na.pdf]

COALITION TUNISIENNE DES DROITS DES PERSONNES LGBTQI, 2017, Rapport sur la situation des personnes LGBTQI en Tunisie, Tunis, Heinrich Böll.

Kréfa Abir, 2019, « Le mouvement LGBT tunisien : un effet de la révolution ? », *Ethnologie française*, vol. 174, n°2, 243-260.

Gouyon Marie, 2018, 'Ana Loubia'. Ethnographie des homosexualités masculines à Casablanca, Paris, Editions du Croquant, « Sociétés et politique en Méditerranée ».

ESTOMBA GIMÉNEZ Rosa María, 2018, "La expresión de la sexualidad en el mundo árabe: Túnez", *Feminismo/s*, n°31, 83-106.

LACHHEB Monia (dir.), 2016, Etre homosexuel au Maghreb, Paris, IRMC-Khartala, « Hommes et société ».

SEMERENE Gabriel, "The Words to Say It", *Mashallah News*, [En ligne: http://mashallahnews.com/language/words-to-say.html]

¹ REMAOUN Hassan, KHOUAJA Ahmed (dir.), 2019, *Les Mots au Maghreb. Dictionnaire de l'espace public*, Oran, éditions du CRASC.

² Article modifié par la loi n°82-04, du 13 février 1982 (*JO*, n°7, 210).

³ Site de l'association *Alouen*, page d'accueil, [En ligne : https://transnational-queer-underground.net/lesbian-zine-algeria/]

From medical tourism to regionalism from the bottom up: emerging transnational spaces of care between Libya and Tunisia

Résumé:

Cet article analyse l'émergence d'un espace de soins transnational et du processus de régionalisation « par le bas » à travers l'étude de cas de patients libyens recourant aux services des cliniques privées dans la ville tunisienne de Sfax. Si les mobilités médicales des Libyens en Tunisie s'inscrivent dans des logiques de contiguïtés antérieures aux soulèvements populaires de 2011 (géographique, culturelle, politique, historique), l'escalade de violences qui règne depuis lors dans le pays a entraîné une augmentation accrue de la patientèle libyenne et de l'offre de santé privée à Sfax. Dans la mesure où les données « officielles » s'avèrent en décalage avec les logiques de circulations déployées par les patients libyens, ce papier vise à déconstruire des catégories dichotomiques peu significatives (« touriste médical » vs « réfugié »). La méthodologie développée s'appuie sur une enquête par questionnaire auprès des patients libyens (n = 205) dans quatre cliniques privées de la ville de Sfax ainsi que des entretiens semidirectifs menés avec des professionnels du (para)médical entre 2014 et 2015. Impulsé par les investissements des professionnels de santé locaux, le développement du secteur privé de santé à Sfax est endogène et repose sur une patientèle provenant majoritairement de Libye. Depuis les années 1960, l'évolution du contexte géopolitique régional produit des figures migratoires (diaspora, vovageur médical, blessés de guerre, patients transnationaux) et des spatialités spécifiques (échelle transfrontalière, intra-régionale). Les résultats collectés ont permis d'identifier quatre périodes

géopolitiques clés : (1) la systémogénèse des échanges facilités par la présence de la diaspora libyenne et les accords bilatéraux entre les deux pays ; (2) l'émergence de l'industrie du tourisme médical dans un contexte d'embargo ; (3) la situation de crise de 2011 et l'afflux des blessés de guerre ; (4) l'accroissement des circulations thérapeutiques et l'émergence d'un espace de soins transnational résultant de la guerre en Libye.

يحلل هذا المقال بروز فضاء للعلاج عابر للأوطان وعملية الهيكلة الإقليمية "من الأسفل" من خلال دراسة حالة المرضى الليبيين الوافدين للمصحات الخاصة بمدينة صفاقس التونسية. إذا كان تتقل الليبيين للعلاج في تونس يندرج ضمن منطق التواصل قبل الانتفاضات الشعبية سنة 2011 (جغرافيًا وثقافيًا وسياسيًا وتاريخيًا) ، فقد أدى تصاعد العنف الذي ساد البلاد منذ ذلك الحين إلى زيادة في قاعدة المرضى الليبيين والخدمات الصحية الخاصة في صفاقس. ما دامت البيانات "الرسمية" غير متطابقة مع منطق التداول الذي ينشره المرضى الليبيون، تهدف هذه الورقة إلى تفكيك فئات ثنائية التفرع نوعا ما دالة ("سائح طبى" مقابل "لاجئ"). تعتمد المنهجية التي تم تطويرها على مسح استبياني للمرضى الليبيين (عدد = 205) في أربع عيادات خاصة في مدينة صفاقس وكذلك المقابلات الشبه منظمة التي أجريت مع مختصین (شبه) طبیین بین سنتی 2014 و 2015. بناءً على استثمارات المهنيين الصحيين المحليين، فإن تطوير القطاع الصحى الخاص في صفاقس داخلي و يعتمد على المرضى القادمين من ليبيا. منذ ستينيات القرن الماضى، أدى تطور السياق الجيوسياسي الإقليمي إلى بروز مهاجرين (عابرين، مسافرين للعلاج، جرحى الحرب، مرضى عابرون للحدود الوطنية) و مناطق محددة (عبر الحدود، المناطق الداخلية). مكّنت النتائج الُمجَمعة من تحديد أربع فترات جيوسياسية رئيسية : (1) تكوين نظام تبادل تجاري من خلال تواجد الليبيين والاتفاقيات الثنائية بين البلدين ؛ (2) ظهور السياحة الطبية في سياق الحظر ؛ (3) حالة أزمة 2011 وتدفق جرحى الحرب ؛ (4) زيادة الوافدين للعلاج و بروز فضاء للعلاج عابر للأوطان ناتج عن الحرب في ليبيا.

This paper analyses the emergence of transnational care through the case study of Libyan patients seeking care in the Tunisian city of Sfax as a result of changes triggered by the 2011 Arab uprisings. Deconstructing categories of 'medical tourist' and 'medical traveller', examine how the evolving geopolitical context produced specific migratory profiles (diasporic, traveller, cross-border, war-wounded transnational patients) and spaces (cross-border, (intra)regional transnational spaces of care) between Libya and Tunisia. Given a lack of data on the topic in North Africa, we developed a study on health mobilities and circulations from a South-South perspective. Based on a survey amongst Libyan patients (n=205) in four private clinics and nine semi-structured interviews with health professionals in Sfax, we identified, how four key geopolitical periods shaped medical travel to this city: (1) initial diasporic exchanges facilitated by bilateral agreements; (2) an emerging medical tourism industry within private health services arising from the UN embargo on Libya; (3) the 2011 political crisis and arrival of war-wounded; and (4) therapeutic circulations and emerging transnational spaces of care resulting from the context of war.

Betty Rouland & Mounir Jarraya

Article publié le 11 mai 2019 dans la revue Journal of Ethnic and Migration Studies

Tahar Haddad une pensée de l'émancipation

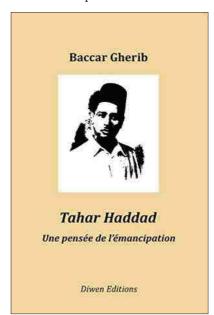
في كتابه الطاهر الحداد فكرة التحرر، يدعونا بكار غريب لإعادة إكتشاف فكرة المصلح التونسي المشهور و لكن في جزء من العمل لم يقع التعليقعليه إلا قليلا . الكتاب قدم و نوقش في مناسبات عدة، لاسيما في معهد البحوث المغاربية المعاصرة في 5 ديسمبر الفارط وهو يجلب إهتمام فئات مختلفة.

Dans son ouvrage *Tahar Haddad une* pensée de l'émancipation, Baccar Gherib nous invite à redécouvrir la pensée d'un molish (réformateur) tunisien célèbre mais dont une partie de l'œuvre est demeurée peu commentée. Présenté et discuté à plusieurs reprises, notamment à l'IRMC le 5 décembre dernier, l'ouvrage intéresse assurément des publics variés.

In his book *Tahar Haddad une* pensée de l'émancipation (Tahar Haddah a though on emancipation), Baccar Gherib invites us to rediscover the think of a famous Tunisian *molish* (reformer) about whom a part of his work has been only few studied. Several time presented and discussed, notably at the IRMC on December the 5th 2019, this work is without any doubt interesting for many people.

Le livre *Tahar Haddad une pensée de l'émancipation*, de Baccar Gherib, paru en mai 2019 aux Éditions Diwen, s'inscrit résolument dans une continuité intellectuelle et disciplinaire. L'auteur, qui n'en est pas à son premier ouvrage d'histoire des idées, nous invite à redécouvrir la pensée de Tahar Haddad. Le professeur d'économie politique de l'Université Al Manar, invoquait, par exemple, dans *Penser la transition avec Gramsci. Tunisie (2011-2014)*, les catégories analytiques du penseur

communiste sarde pour appréhender la transition politique tunisienne. Dans son l'auteur ouvrage, accompagne dans une plongée au cœur de l'héritage intellectuel d'un moslih tunisien célèbre mais dont une partie de l'œuvre est demeurée peu commentée. Dès la première page du livre, Baccar Gherib défend l'actualité de la pensée de Haddad en soulignant le caractère clivant de son héritage dans les débats politiques post-2011 en Tunisie. L'on devine derrière cet argument un désir politique particulier chez l'auteur de l'essai Pour une refondation de la gauche tunisienne, paru en 2014. Il s'agit, en effet, de la volonté, exprimée à maintes reprises par Baccar Gherib, de renouveler la gauche tunisienne. Présenté et discuté à plusieurs reprises, notamment à l'IRMC le 5 décembre 2019, le livre intéresse assurément des publics variés.



L'argument principal de l'ouvrage est l'unicité de l'œuvre intellectuelle de Tahar Haddad. Souvent réduit à sa

dimension de *moslih* qui apparaît dans son livre reconnu, Imra'atuna fi Alchariâawa al-mujtama'a (Notre femme dans la législation et dans la société), le penseur a pourtant été prolixe sur d'autres thématiques. En nous invitant à (re)découvrir un autre livre de Haddad, Les travailleurs tunisiens et l'émergence de la question syndicale ainsi que des textes anti-coloniaux, Baccar Gherib dévoile « un penseur de l'émancipation », non réductible à la « question sociétale ». C'est-à-dire dont la pensée ne doit pas être réduite aux débats ultérieurs concernant le code du statut personnel. Cet acquis important du réformisme moderniste tunisien est attribué, pour une bonne part, au combat intellectuel mené par Haddad contre les lectures traditionalistes des textes sacrés musulmans. La thèse d'une cohérence globale de l'œuvre de Haddad, « une pensée de l'émancipation », s'appuie sur le constat que celle-ci s'attaque aux trois formes de domination visibles dans le de l'entre-deux-guerres tunisien, à savoir la domination coloniale, la domination capitaliste et la domination masculine. Le but de l'ouvrage est de restituer cette articulation occultée, comme le souligne l'auteur, par « une réception en pièces détachées » (Gherib, 2019, 16).

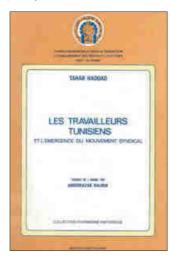
Le livre donne à comprendre la philosophie de l'œuvre de Tahar Haddad en suivant les trois temps de sa pensée. Ainsi, après le chapitre introductif, Baccar Gherib nous livre la matrice axiologique que le *moslih* partage avec la constellation d'intellectuels qu'il fréquentait à l'époque, dont le poète Abul-Kacem Chebbi. En étudiant *Al-khawâtir* (*Les Pensées*), Baccar Gherib soutient que les idées de Tahar Haddad

Compte-rendu de lecture

viennent d'un élan émancipateur exprimé également dans les écrits de Chebbi, dont le fameux poème « irâdatul-hayât » (« La volonté de vivre »). Une idée neuve dans les années 1920 tunisiennes et qui renvoie à une aspiration à la vie chez « une nouvelle classe et une nouvelle génération d'intellectuels » (ibid., 58). Ce « cri de révolte » (ibid., 59) est adressé non seulement à la colonisation, mais également à une « société léthargique » prédisposée à être colonisée. Dans ce premier chapitre, l'auteur rappelle comment Tahar Haddad conçoit l'islam dont la lecture traditionaliste minerait l'esprit « véritable » : un islam « synonyme de vie, donc d'émancipation et d'histoire » (ibid., 54).

chapitre suivant, intitulé « La question nationale : du Destour à la CGTT », traite du combat anticolonial de Haddad. En effet, celui-ci défendait la thèse du caractère surdéterminant de la domination coloniale de l'époque. Sa bataille contre le colonialisme français est ambivalente du point de vue des registres argumentatifs mobilisés. Dans le sillon des principes de Wilson (ibid., 95), elle s'appuie, parfois, sur les principes du libéralisme politique, produit de l'histoire politique française, pour contester le colonialisme (ibid., 96). Aussi, ce combat se manifeste ponctuellement dans des prises de position assez polémiques, notamment à l'occasion du décret de naturalisation émis par les autorités françaises en 1923. Baccar Gherib souligne la véhémence de la position de Haddad face à ce décret, utilisant le registre identitaire et religieux de l'apostasie à l'encontre des Tunisienne-s qui acceptent la naturalisation (ibid., 98). L'auteur montre également le rôle tenu par Haddad aux côtés de Mohamed Ali El Hammi dans l'édification d'un syndicalisme nationaliste et anticolonial lors de la fondation de la Confédération Générale Tunisienne du Travail (CGTT) 1924. Il relate les épisodes polémiques ayant opposé Tahar Haddad et ses camarades aux syndicalistes français. Ces derniers, accusant les syndicalistes tunisiens tantôt de

communisme. tantôt d'intégrisme islamique, se heurtent à l'argument de l'existence d'une discrimination salariale envers les travailleurs tunisiens (ibid., 118). Pour répondre aux syndicalistes français qui leur reprochent de « diviser la classe ouvrière », les fondateurs de la CGTT leur opposent un « véritable internationalisme » dont la nation par tunisienne. non-reconnue colonialisme français, est partie prenante (ibid., 130).



troisième chapitre, « Les travailleurs tunisiens : pour une voie coopérativiste et réformiste développement », est consacré à la manière dont Haddad a appréhendé la question sociale tunisienne à son époque. Tout en écartant l'hypothèse que l'intellectuel tunisien ait « bien » lu Marx, Baccar Gherib pointe les affinités qui le lient au matérialisme historique dans ses développements consacrés à l'analyse du mode de production en Tunisie dans Les Travailleurs Tunisiens. Néanmoins, en nuançant le lien du penseur au marxisme, Gherib pose l'énigme de l'origine intellectuelle de son analyse matérialiste de la société et de l'économie politique tunisiennes avant et après la pénétration coloniale. Cependant, selon l'auteur, une chose est sûre, Tahar Haddad a formulé une critique viscérale de l'exploitation, qu'il s'agisse d'institutions traditionnelles telles que le khemmessat, ou celles du capitalisme colonial (ibid., 151). Ainsi, prenant le contre-pied de la lecture de Abdelaziz Thâalbi, éminente figure de

l'archéo-destour, nostalgique et élogieuse de la période pré-coloniale, Haddad rappelle que l'exploitation avait préexisté au colonialisme au travers des structures économiques précapitalistes de la société tunisienne.

Enfin, le dernier chapitre est consacré à la dimension « sociétale » de la pensée de Tahar Haddad, la plus polémique et la plus actuelle de son œuvre. Prônant un islam historique et émancipateur, le travail de relecture des textes sacrés effectué par un moslih ayant suivi un enseignement zeitounien traditionnel a fondé la justification intellectuelle et théologique du code du statut personnel tunisien, l'un des vecteurs du modernisme de l'État tunisien. Vouée à la critique de la domination masculine, l'approche gradualiste de l'époque mise en œuvre par l'intellectuel correspond à l'une des propriétés du réformisme tunisien, que l'on retrouve notamment chez les promoteur-se-s d'une interprétation « éclairée » des textes sacrés. Ces derniers, situés dans leur contexte historique d'apparition, sont saisis comme « trop en avance sur leur temps » et comme « se contentant simplement d'avancées, plus ou moins grandes, sur diverses questions sociales (ibid.. 190). sociétales » Ainsi. l'historicisation de l'islam procède d'une critique de la domination masculine, reproduite au travers d'institutions telles que la répudiation et qui relèveraient plutôt de « la tradition » que de la religion musulmane.

En définitive, Baccar Gherib livre une démonstration convaincante de l'unité de l'œuvre de Haddad qui en fait un penseur de l'émancipation. Ce livre deux perspectives développement. La première, dont Baccar Gherib admet bien volontiers l'importance, porte sur l'approfondissement de la contextualisation de la production et de la transmission des idées de Haddad à son époque. La seconde concerne les usages politiques actuels différenciés de sa pensée et son rapport au réformisme tunisien comme « grand récit » d'État.

Compte-rendu de lecture



© Nawaat

Si Baccar Gherib convoque la myriade d'intellectuels dont faisait partie Haddad, en évoquant notamment l'influence qu'aurait eu le poète Abul-Kacem Chebbi sur lui, peu est dit sur les modalités concrètes de cette influence. L'on peut s'interroger sur la faisabilité d'une enquête socio-historique, permettant de mettre à jour les manières dont ces idées sont produites et véhiculées au sein de cette constellation. Quelles trajectoires sociales, politiques et biographiques ont rendu possible la convergence de ces individus engagés dans les grandes questions de l'époque? Quels types de sociabilités ont permis ces rencontres? Quels types d'activités, quelle fréquence d'espaces, rencontres, de discussions et de lectures. ont contribué à la construction de ce paradigme de la « volonté de vivre », dont se sont revendiqués Tahar Haddad et ses camarades ? La réponse à ces questions nécessite des enquêtes dont la difficulté n'est certainement pas des moindres. Une autre question importante que relève Baccar Gherib lui-même, est celle du caractère improbable de la pensée « moderne » d'un intellectuel ne parlant que l'arabe et ayant reçu un enseignement zeitounien. Quels types d'enseignement, de socialisation, de dispositions et de rapport au politique ont permis à l'intellectuel unilingue qu'était Tahar Haddad (ibid., 37) d'être à la fois réceptif et producteur d'idées considérées comme « novatrices » ou « progressistes »? En effet, « une histoire

sociale des idées (politiques ou non) doit [...] s'intéresser à l'ensemble de leurs producteurs et en faire une sociologie fine, sachant que leur multiplicité et leur hétérogénéité sont allées croissant au fil du temps. » (Matonti, 2012, 99).

La seconde question, plus politique, relative à la réception contemporaine de l'œuvre du moslih, peut être posée en prolongeant l'ambition de Baccar Gherib de se situer dans les débats politiques actuels. Dès les premières pages, l'auteur relève à juste titre que l'héritage de Haddad est toujours convoqué dans une « bataille culturelle » qui « continue et se poursuit, bien que sous des formes différentes, avec des objectifs et des acteurs différents » (Gherib, op. cit., 15). Cependant, l'on sait toujours peu sur les appropriations politiques différenciées de l'héritage intellectuel de Haddad. Dans quelle mesure les usages politiques actuels de cette pensée s'accommodentils de la dichotomie « modernisme vs islamisme », à certains égards structurante du champ politique tunisien post-2011 ? Quels types de récits politiques la figure du penseur est-elle susceptible de conforter ou de contester? Par exemple, l'on pourrait se demander si la lecture partielle de Haddad, focalisée sur l'aspect « sociétal » de sa pensée, relèverait ou non de cet édifice discursif et politique qu'est le « réformisme » d'État (Camau, Geisser, 2003) et que Béatrice Hibou nomme « le grand récit politique tunisien » (Hibou, 2009). Ces questions appellent une sociologie fine des acteur-trice-s politiques tunisien-ne-s qui ne fait pas partie des préoccupations principales du livre. Néanmoins, celui-ci alimente incontestablement un questionnement sociologique des appropriations pratiques de la pensée de Haddad et des positionnements politiques qui les soustendent.

In fine, avec ce livre, l'auteur confirme être l'un des rares historiens des idées politiques en Tunisie, travaillant avec méthode et minutie. Observateur attentif et acteur des débats intellectuels et politiques qui traversent la Tunisie contemporaine, Baccar Gherib ne fait pas fi de la profondeur historique de ces débats, ni de la genèse politiquement située des idées qui les structurent. Last but not least, on appréciera l'intérêt pour les potentialités pratiques de réflexion et d'action politiques de la part de celui qui assume être un « militant de gauche ».

Mohamed Slim Ben Youssef

Bibliographie

CAMAU Michel, GEISSER Vincent, 2003, Le syndrome autoritaire. Politique en Tunisie de Bourguiba à Ben Ali, Paris, Presses de Sciences Po.

GHERIB Baccar, 2017, Penser la transition avec Gramsci. Tunisie (2011-2014), Tunis, Diwen Éditions.

GHERIB Baccar, 2014, Pour une refondation de la gauche tunisienne, Tunis, Diwen Éditions.

HIBOU Béatrice, 2009, « Le réformisme, grand récit politique de la Tunisie contemporaine », *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, vol. 56-4bis, n°5,14-39.

MATONTI Frédérique, 2012, « Plaidoyer pour une histoire sociale des idées politiques », Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine, vol. 59-4 bis, n°5, 85-104.

Masterclass « Environnement, déchets et économies de recyclage dans le Maghreb contemporain »

تبعا لبعث برنامج البحث للباحث في الأنثروبولوجيا جيمي فورنس في ماي 2019، وقع إحداث دورة تكوينية لطلبة الماجستير لسنة 2019-2020. إنطلقت هذه الحصص في نوفمبر الفارط و تهتم بموضوع النفايات و بإقتصاد الرسكلة في تونس. هذه الحصص، الموجهة لطلبة الماجستير بالجامعات التي هي في شراكة مع معهد البحوث المغاربية المعاصرة، تقوم بحلقات بحث و زيارات ميدانية مع مختصين.

Suite au lancement du programme de recherche de l'anthropologue Jamie Furniss en mai 2019, un cycle de Masterclass a été initié pour l'année 2019-2020. Ces sessions ont commencé en novembre dernier et portent sur la thématique des déchets et des économies de recyclage en Tunisie. Ces séances, à destination d'étudiants de master des universités partenaires de l'IRMC, associent séminaire de recherche et sortie de terrain avec des professionnels.

After the launch of the research program of the anthropologist Jamie Furniss in May2019, a cycle of Masterclass has begun for the academic year 2019-2020 last November. Those sessions are about the thematic of waste and the recycling economies in Tunisia. Reserved to Master's degree students of the Tunisian Universities partnered with the IRMC, they combine research seminary and field out going with professionals.

Le projet « Environnement, déchets et économies de recyclage dans le Maghreb contemporain », coordonné



© Jamie Furniss

par le chercheur en anthropologie Jamie Furniss, porte sur les représentations, les pratiques et les techniques liées à la production et à la prise en charge des déchets. Il aspire à utiliser l'objet des déchets comme entrée thématique et heuristique pour rendre la crise écologique accessible méthodologiquement et intellectuellement, ainsi que pour penser l'emboîtement des questions écologiques dans d'autres enjeux, économiques, politiques et sociaux, auxquels fait face aujourd'hui cette région (cf. La Lettre de l'IRMC, n°24).

Le lancement de ce projet a permis la création d'une « Masterclass itinérante ». Elle consiste en une journée de formation destinée à un public d'initiés. La journée s'organise autour d'un séminaire de recherche en matinée et d'une sortie de terrain l'après-midi. Le site de la sortie et le thème de la conférence sont choisis pour s'éclairer mutuellement et pour donner, au fil des différentes séances de l'année 2019/2020, un panorama des enjeux, acteurs et questions qui se posent au



© Jamie Furniss

sujet des déchets et des économies de recyclage en Tunisie et dans la région. Les propos théoriques et comparatifs du séminaire permettent de mieux appréhender le terrain visité, et *viceversa*: le terrain donne à voir — interroge de manière critique — les arguments académiques à la lumière des réalités tunisiennes contemporaines.



© Jamie Furniss

Ayant pris son parti d'organiser la majorité des séances hors de la capitale, la Masterclass a permis de toucher une centaine de personnes dans les régions de Sousse/Monastir, Sbeïtla et Sfax au cours de l'automne 2019 et, ce faisant, de forger des liens institutionnels inédits entre l'IRMC et l'École Nationale d'Ingénieurs de Sfax et l'Institut Supérieur d'Administration des Affaires de Sfax. Le choix d'écoles d'ingénieurs,

de gestion et d'affaires est indispensable au projet, puisque l'un des objectifs est de convaincre de la nécessité de comprendre et de tenir compte des dimensions sociales, économiques et historiques – et pas seulement techniques – dans l'approche des déchets, du recyclage et de l'environnement.

La Masterclass a par ailleurs permis de renforcer les liens existants avec la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Sousse où elle a touché un public d'étudiants en géographie et en anthropologie. Enfin, elle a joué un rôle dans la valorisation du travail des chercheurs de l'IRMC, notamment de Jamie Furniss, auprès de divers partenaires et collaborateurs, parmi lesquels le Forum Tunisien des Droits Économiques et Sociaux (FTDES), l'Agence Nationale de Gestion des (ANGED) et l'Institut Maghrébin du Développement Durable (IMDeD), dont le soutien a été indispensable au bon déroulement des sorties de terrain.

Ce dispositif a reçu un accueil très favorable de la part des partenaires et surtout des étudiants car il permet de les former aux méthodes de recherche de terrain ainsi que de créer une passerelle terrain-théorie. Le succès était tel que des difficultés logistiques se sont posées. À Sfax, par exemple, la matinée était ouverte à l'ensemble d'un groupe

d'étudiants en master en économie de l'énergie et développement durable. Initialement, la sortie de terrain n'était réservée qu'à celles et ceux qui entamaient leur projet de fin d'études, et ce, en raison du nombre limité de places dans le bus (30 seulement). Mais, tellement enthousiasmés par la matinée, tous ont souhaité y participer. Face à un tel engouement, la coordinatrice du programme de master et ses collègues d'emmener accepté certains étudiants leurs dans voitures personnelles, permettant finalement à tous d'y participer.

Les sorties de terrain ont permis de visiter des décharges réglementées et non-réglementées, ainsi que des centres de collecte et de tri du plastique, des entreprises de recyclage et de retransformation du plastique. Lors des visites, ce sont les acteurs eux-mêmes qui prennent la parole pour présenter leur métier et leurs difficultés aux étudiants, et pour répondre à leurs permettant questions. En participants de se rendre compte des différentes étapes de la chaine de valeur et de mieux comprendre les conditions dans lesquelles une circularité des ressources est réellement possible, la Masterclass donne à voir le dynamisme et l'efficacité de certaines initiatives et pas seulement les problèmes persistants. Plusieurs étudiants ont exprimé lors des visites le souhait d'effectuer des stages de fin d'études au sein des organisations partenaires de la Masterclass. notamment l'ANGED. Elle a donc atteint son objectif principal: encourager les étudiants à aller plus loin et à s'impliquer davantage dans les sujets abordés.

La Masterclass continue en 2020. Suivez son actualité sur *Twitter* (@IRMCtunis) et *Facebook* ainsi que dans la *Lettre de l'IRMC* (informations et images des sorties).



© Jamie Furniss

Jamie Furniss jamie.furniss@irmcmaghreb.org

Retour sur la 4^{ème} édition de l'Ecole doctorale itinérante en sciences humaines et sociales Maghreb-Afrique subsaharienne

الدورة الرابعة لمدرسة الدكتوراه في العلوم الإنسانية و الإجتماعية المغرب العربي- افريقيا جنوب الصحراء الكبرى إنعقدت من 9 إلى 14 سبتمبر 2019 بسوسة. جمعت حول محور "إفريقيا في العلوم الإنسانية و الإجتماعية. رؤى متقاطعة و مقاربات منهجية"، قرابة ثلاثين طالب دكتوراه و خمس عشرة متداخلا من شمال و جنوب الصحراء.

La 4^{ème} édition de l'école doctorale itinérante en sciences humaines et sociales Maghreb-Afrique subsaharienne s'est déroulée du 9 au 14 septembre 2019, à Sousse, en Tunisie. Elle a réuni autour de la thématique « L'Afrique dans les SHS : regards croisés et approches méthodologiques », une trentaine de doctorants et une quinzaine d'intervenants du Nord et du Sud du Sahara.

The 4th edition of the Social sciences and Humanities Itinerant Summer School Maghreb-Sub-Saharan Africa has taken place from September the 9th to the 14th 2019 in Sousse, Tunisia. It has reunited around the theme "Africa in Social sciences and Humanities: crossing views and methodological approaches" about 30 PhD students and about 15 trainers coming from the North and the South of the Sahara.

Se déroulant au Technopôle de Sousse, dans les locaux du Centre de recherche en micro-électricité et nanotechnologie (CRMN), cette école d'été a été organisée par l'IRMC en partenariat avec le ministère tunisien de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MESR), l'Agence française de développement (AFD) et avec le soutien du Centre Jacques-Berque de Rabat, de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), des Services de coopération et d'action culturelle (SCAC) des ambassades de France au Mali, au Burkina Faso, au Niger et au Sénégal, de la représentation de l'Institut de recherche sur le développement (IRD) à Tunis, de la Royal Air Maroc, de l'Université de la Manouba et de la Faculté de droit et de sciences politiques de Sousse.



Présentation de l'école

Événement scientifique annuel, depuis 2016, l'école doctorale itinérante est destinée aux doctorants en sciences sociales inscrits dans une université ou

rattachés à un laboratoire situés dans un pays d'Afrique du Nord ou d'Afrique sub-saharienne. Elle vise à apporter un soutien méthodologique aux doctorants en sciences sociales tout en stimulant la coopération scientifique entre l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique du Nord et l'Europe.

Les sessions, se tenant chaque année dans un pays différent, sont organisées en étroite collaboration avec une équipe de chercheurs de l'université d'accueil. La sélection des participants et le réalisés programme sont concertation. La réussite de l'événement est donc conditionnée par l'engagement du groupe local de collègues dans sa préparation, sa mise place et son animation. L'encadrement des doctorants est assuré par une équipe mixte de chercheurs locaux et étrangers.

Pour rappel, la première édition a eu lieu à Bamako (Mali) en 2016, la deuxième à Saint-Louis (Sénégal) en 2017, la troisième à Cotonou (Bénin) en 2018. La quatrième s'est donc tenue à Sousse (Tunisie) en 2019, première édition organisée au Maghreb. Ces quatre éditions ont réuni des doctorants issus de plusieurs disciplines (sociologie, histoire, anthropologie, géographie, droit, agronomie, économie, démographie), ainsi que des encadrants et des conférenciers (chercheurs ou enseignants) en provenance d'une quinzaine de pays du Maghreb et d'Afrique subsaharienne.

Cette formation a permis d'initier de nouvelles connexions entre doctorants et encadrants, de créer un espace de

partage d'informations et d'expériences, se voulant un lieu d'apprentissage interactif et participatif des cultures et des habitudes de l'autre. L'école doctorale itinérante en sciences sociales est l'opportunité de s'ouvrir à d'autres thématiques, disciplines et terrains de recherche.



© Manon Rousselle.

Au-delà des savoirs, il est aussi question de revenir sur les approches différentes méthodologiques des disciplines dont on connait l'importance pour les doctorants. Les SHS répondent à des méthodologies spécifiques sur lesquelles repose la scientificité des démarches qu'il convient à la fois de maîtriser et de croiser. A l'instar des éditions précédentes, conférences plénières et ateliers alternent pour permettre à la fois la transmission des savoirs et la mise en pratique.

La quatrième édition

Conseil scientifique: Joseph Adandé (Université d'Abomey Calavi, Bénin), Amin Allal (IRMC, Tunis), Ramzi Ben Amara (FLSH, Sousse), Kmar Bendana (Université de la Manouba, IRMC, Tunis), Adrien Delmas (CJB, Rabat), Jamie Furniss (IRMC, Tunis), Khaoula Matri (FLSH, Sousse), Claude Prudhomme (Université Lyon 2), Oissila Saaidia (IRMC, Tunis), Laurick Zerbini (Université Lyon 2).

Coordination scientifique : Ramzi Ben Amara (FLSH, Sousse), Oissila Saaidia (IRMC, Tunis)

Chargée de projet : Manon Rousselle (IRMC, Tunis)

Présentation générale de l'édition

Cette 4^{ème} édition s'est proposée de réfléchir sur « L'Afrique dans les SHS : croisés regards et approches méthodologiques » avec, comme problématique centrale, la place de l'Afrique dans les sciences humaines et sociales d'hier et d'aujourd'hui, en Afrique et ailleurs. Cette année, l'école doctorale a proposé d'intégrer une discipline jusqu'alors non représentée, l'histoire des arts. Il s'est agi de porter le regard « Au-delà de la frontière », de revisiter les savoirs africanistes en les repensant dans le cadre de concepts universels, de jouer sur les échelles par une entrée autour de « La ville africaine ou des villes en Afrique ». Le programme, construit dans le respect de l'interdisciplinarité, de la pluralité des approches méthodologiques et la pertinence des thèmes abordés au regard de la thématique principale, alternait séances plénières et ateliers doctoraux. Au total, 12 conférenciers sont intervenus: 7 Tunisiens, 4 Français et 1 Canadien.

Les groupes des ateliers doctoraux ont été formés et ont pu débuter dès le lundi après-midi à l'issue de la conférence inaugurale. Parmi les 10 encadrants des ateliers doctoraux, 5 d'entre eux étaient tunisiens, 4 étaient français et 1 canadien. En plus de la plupart des intervenants, deux enseignants de l'Université de Sousse se sont joints à l'encadrement : Ahmed Boujarra, maître-assistant en géographie physique et Karim Chayata, maître de conférences en droit.

Les doctorants

Cette année, l'école a bénéficié d'un engouement sans précédent. Près de 500 candidatures ont été envoyées, dont 444 dossiers complets. Seuls 303 dossiers entraient dans les critères de sélection de l'école et ont donc été examinés. Au total, 34 doctorants ont été sélectionnés, selon la qualité de leur dossier

principalement, mais aussi selon des critères d'âge, de sexe (discrimination positive pour les femmes) et de provenance, et ce dans le but qu'un maximum de pays soient représentés. Les participants venaient ainsi de 12 pays : 1 Burkinabé, 1 Nigérien, 1 Tchadien, 2 Maliens, 2 Togolaises, 3 Béninois, 3 Sénégalais, 4 Ivoiriens, 4 Algériens, 4 Marocains, 4 Camerounais et 5 Tunisiens; dont 13 femmes (38%) et 21 hommes (62%). Ils représentaient les disciplines suivantes : économie (8,8%), histoire de l'art et architecture (8,8%), histoire (11,8%), sciences politiques et relations internationales (11,8%), droit (14,7%), géographie (17,6%), sociologie et anthropologie (26,5%).

45% des doctorants étaient en première année de thèse, 20% en deuxième année, 20% en troisième année et seulement 15% en quatrième année. Le comité scientifique a choisi de donner la priorité à la jeune recherche.



© Manon Rousselle.

Évaluation

Pour la première fois depuis la création de l'école, un questionnaire d'évaluation a été transmis aux doctorants pour avoir leurs retours sur cette édition. 69% d'entre eux ont répondu. De manière générale, les retours de l'évaluation sont très positifs.

95% sont satisfaits de la période à laquelle est organisée l'école (chaque année en septembre). 95% estiment que la durée (une semaine) de l'école est satisfaisante.

80% estiment que la gestion du temps pendant la semaine est

satisfaisante. 75% souhaitent du temps supplémentaire dans l'emploi du temps; notamment du temps informel avec les encadrants (93,3%) et du temps de travail individuel (13,3%).

95% jugent que la thématique principale a été respectée, que l'école correspondait à leurs attentes et qu'ils ont atteint les objectifs voulus par l'école. 100% déclarent l'école utile, 60% la considèrent même comme extrêmement importante.

30% estiment que les conférences plénières n'ont pas suffisamment abordées les questions méthodologiques.

Plus de 70% sont satisfaits de la transversalité, l'interdisciplinarité, la représentation des différentes disciplines, la qualité du contenu scientifique, la qualité des débats, et la qualité des thématiques abordées.

100% se déclarent satisfaits des ateliers doctoraux même si 20% estiment que la formule (une présentation du cadre théorique de sa thèse et une présentation de sa mise en œuvre, les deux mises en débat avec les encadrants et les autres doctorants du groupe) n'est pas adaptée. 100% jugent les encadrants disponibles.

Les retours des participants laissent paraître une réelle demande d'élargir le spectre des disciplines présentes dans la formation, en particulier le droit (conférencier) et les sciences économiques (encadrants), ainsi qu'une demande de méthodologie pure. En effet, la demande concernant une session d'écriture d'article scientifique est forte.

Bilan

Le soutien du ministère tunisien de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, de l'Agence française de développement ainsi que la disponibilité des collègues tunisiens de l'Université de Sousse ont permis à cette 4ème édition de se dérouler dans d'excellentes conditions.

Le réseau de la recherche en SHS intra-africain prospère et nous avons vu avec le nombre de candidatures que ce réseau est toujours très actif, réactif et solidaire des jeunes chercheurs. La demande est bien présente concernant ces ateliers de formation à la recherche et cette école ne pourra que s'améliorer à l'avenir.

Manon Rousselle

Chargée de projets scientifiques à l'IRMC.

EDI 2019...et si c'était encore à revivre ?

De Tunis à Sousse, une expérience à nulle autre pareille! Dans le jardin de la recherche...aux abords de la Méditerranée. Entre deux sourires, quelques éclats de rires, parfois taquins,

l'accueil fut très chaleureux. L'ambiance exquise à l'entre-deux-pauses, le dîner valut la chandelle pour un au revoir sans fin.

Nous avons été au contact des aînés, mais aussi des grands. Oissila Saaidia! Madame la Directrice! Inextinguible, toujours au galop à nous faire rattraper le temps perdu. Nous étions pris entre le « sprint » des allées et venues en conférences et le « marathon » de la méthodologie en sciences sociales des ateliers. Nous n'avons pas que rencontré des encadrants, mais des coachs pour la recherche.

Sousse, c'était aussi le face-à-face avec la mer, à perte de vue, la cloche des mosquées. J'ai eu envie de me revêtir de mon manteau, celui du poète bantu à la quête du temps et de l'espace.

Sousse cette convivialité généreuse que nous ont ouverte les portes du Technopôle, à nos fenêtres, entre la fraîcheur du matin et la chaleur maghrébine à la tombée du jour. Le brassage des cultures, au-delà de la couleur de la peau et des différences. L'osmose insolite de nos pas feutrés vers le bus au lever, et nos pas lourds vers les dortoirs le soir. Bain collectif la nuit, chants de rassemblement à la terrasse au matin.

Sousse 2019... Si c'était encore à revivre, je le vivrais, peut-être en un autre lieu?

La ville demeure unique en son genre. La gentillesse ingénieuse de nos frères du Nord, transformés *subito* en servantes et serviteurs de circonstance. Des marchés colorés. Courses à gauche, commissions à droite! Sousse, il en aurait fallu de peu, pour que j'en en tombe amoureux. Et ce n'est pas la mosaïque d'Apollon qui le démentira.



© Manon Rousselle.

Binyou Bi Homb

EDI 2019, Doctorant en sociologie de l'oralité, Université de Douala, Cameroun.

الخميس في الـ Studio 2019-2020

Création d'un nouveau séminaire « Studio الخميس في الـ »

ندوة داخلية جديدة بمعهد البحوث المغاربية المعاصرة، هذه التظاهرة تطمح أن تكون موعدا منتظما للفئة العلمية للمعهد. تهدف إلى تنشيط الحوار بين الإختصاصات المتعددة مع التمكين من تقديم الأعمال الحديثة في العلوم الإنسانية و الإجتماعية بتونس.

Nouveau séminaire interne à l'IRMC, cet événement ambitionne de devenir un rendez-vous régulier de la communauté scientifique de l'Institut. Il vise à dynamiser la discussion interdisciplinaire, en permettant la présentation des travaux récents en sciences humaines et sociales en Tunisie.

New internal seminary at the IRMC, this event is becoming a regular *rendez-vous* for the scientific community of the Institute. It aims to galvanize the interdisciplinary discussion by promoting the presentation of recent Social sciences and humanities researches in Tunisia.

L'automne 2019 a vu le lancement d'un nouveau séminaire de recherche intitulé « Studio » — les jeudis



au studio. Créé et coordonné par Kmar Bendana et Jamie Furniss, ce séminaire est consacré aux travaux récents en sciences humaines et sociales en Tunisie. Espace d'échanges et de rencontres entre chercheurs de l'IRMC et collègues tunisiens rattachés à d'autres institutions, il vise à mieux connaître la recherche contemporaine en Tunisie et permet aux chercheur.e.s de l'IRMC de présenter leurs travaux en cours. Le public restreint (doctorants et chercheurs de l'IRMC prioritairement) et le format (répartition à temps égal entre présentation et discussion), ont pour objectif de dynamiser une construction collective de savoirs à travers la discussion et le débat autour de thématiques importantes, dans une ambiance constructive et collégiale. Le séminaire est multidisciplinaire et la liste des invité.e.s est établie à partir des suggestions des chercheurs de l'IRMC. C'est aussi un moment de convivialité puisque chaque séance est suivie d'un repas-partage.

Pour cette année de lancement, quatre séances ont été programmées, soit deux par semestre. La séance inaugurale s'est déroulée le 24 octobre 2019 avec une présentation de Maha Bouhlel, modérée par Jamie Furniss. Normalienne agrégée de géographie, docteure en géographie de l'Université de Sfax et ancienne chercheure postdoctorale du Conseil Arabe des Sciences Sociales Liban et de la Sciences Fondation Maison des Humaines Paris, Maha Bouhlel est intervenue sur le thème de l'« Etalement urbain et inégalités environnementales en ville ».

Focalisée sur la ville de Sfax, sa présentation a mis en parallèle l'étalement urbain et l'accentuation des inégalités environnementales : des inégalités d'exposition aux risques aux inégalités d'accès aux services publiques. Partant du constat que les habitants des quartiers populaires sont les plus exposés à ces atteintes, elle en déduit que les inégalités sociales mènent à des inégalités de vulnérabilité et des inégalités dans la capacité d'action des populations concernées. Le cas du



© Jamie Furniss

service de la gestion des déchets permet d'illustrer cet argument. Problème récurrent et commun à toutes les zones de la ville, son ampleur varie néanmoins, générant de grandes locales visent à déverrouiller le blocage institutionnel et permettre la mise en œuvre de stratégies d'amélioration de l'environ-nement urbain. Cela semble d'ailleurs être la seule issue possible au



© Jamie Furniss

disparités entre quartiers aisés et pauvres. Face à l'incapacité des services publics, les habitants s'organisent eux-mêmes pour assurer un environnement sain.

Maha Bouhlel est aussi revenue sur les réformes récentes et en cours dans la ville de Sfax et en Tunisie plus largement. Actuellement, la décentra-lisation et la délégation de pouvoirs aux autorités délicat contexte de l'après-révolution (2011), qui a donné naissance à un pouvoir accusé d'impuissance et d'inefficacité. Cependant, la décentralisation — fortement véhiculée par les bailleurs de fonds internationaux comme garante de la démocratisation de l'action publique — suscite de grandes controverses sur le terrain.

Baccar Gherib, essayiste et auteur de quatre ouvrages chez Diwen Editions, enseignant à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Tunis, était l'invité de la deuxième séance du séminaire, le 5 décembre 2019. En histoire de la pensée économique, les publications de Baccar Gherib portent notamment sur de grandes figures (Hume, Smith, Marx. Weber et Schumpeter), tandis qu'en économie politique, il traite plus volontiers de sujets relatifs à la Tunisie.

Dans son intervention, il a présenté une biographie intellectuelle de Tahar Haddad, figure adulée par certains, haïe par d'autres. Proposant un retour sur l'ensemble de son œuvre (articles de Les **Travailleurs** presse, Tunisiens, Pensées posthumes, etc.), Baccar Gherib a démontré que Haddad n'est pas l'auteur du seul Imra'atunâ (Notre femme dans la législation et la société), mais qu'il est porteur d'une pensée cohérente où son célèbre chefd'œuvre puise son sens. Selon lui, Haddad traite des questions nationale, sociale et sociétale à partir d'un positionnement clair : celui de la lutte contre les dominations coloniale, capitaliste et masculine. De ce point de vue, sa pensée est celle d'une émancipation universelle. C'est donc logiquement qu'elle articule les luttes d'une nation pour sa souveraineté, celles des classes laborieuses pour leurs droits et leur dignité et celles des femmes musulmanes pour l'égalité et la liberté. Le portrait de Haddad que livre Baccar Gherib dépasse de loin la seule figure de moslih (réformateur) cherchant à réinterpréter le legs religieux pour permettre l'émancipation des femmes en terre d'islam. Il donne à voir un grand intellectuel qui élabore, dans la Tunisie de l'entre-deux-guerres, les bases d'un projet progressiste global et qui incarne, faisant, les débuts d'une « gauche » proprement tunisienne.

> Kmar Bendana & Jamie Furniss

La gestion de crise dans les métropoles : enjeux politiques et scientifiques

إنعقد بمعهد البحوث المغاربية المعاصرة يوم 26 أفريل 2019 ندوة لألكسيس سيارا، بالشراكة مع معهد البحث حول التنمية، حول إدارة الأزمة و مشروع بحثها في تونس، لاسيما في تونس العاصمة. إشتغل لسنوات عدة في أمريكا الجنوبية، هدفه فهم الميدان التونسي لقارنته بطريقة أفضل مع النظام الملاتينو-أمريكي أو بصورة أدق لمقاربة المفهوم اللاتينو-أمريكي مع المفهوم بتونس الكبرى.

Le 26 avril s'est tenue à l'IRMC la conférence d'Alexis Sierra, en partenariat avec l'Institut de recherche sur le développement (IRD), sur la gestion de crise et son projet de recherche en Tunisie, notamment à Tunis. Ayant travaillé de nombreuses années en Amérique du Sud, son objectif est de comprendre le terrain tunisien pour mieux le comparer au système latino-américain ou, plus exactement, confronter le contexte latino-américain à celui du Grand Tunis.

On April the 26th, the IRMC held the conference of Alexis Sierra, in partnership with the Research Institute for Development (IRD), about the management of crisis and his research project in Tunisia, especially in Tunis. He used to work during several years in South America and his objective is to understand the Tunisian field in order to compare it to the South American one. In other words, he wants to confront both.

Les travaux d'Alexis Sierra portent sur la gestion des risques et des crises. Pour cela, il est nécessaire de bien définir le concept de « risque » par rapport à celui de « crise ». Pour le chercheur, le risque n'est pas un aléa, c'est une réalité abstraite, en attente de la catastrophe, tandis que la crise est le moment de rupture. En Tunisie, c'est la loi de 1991 qui fait référence en matière de gestion de risques. Elle parle de calamité, fléau, danger, sinistre, menace ou aléa. La question qu'il pose est la suivante: sur quels savoirs territorialiser une réalité abstraite qui correspond à une potentialité?



Dans un premier temps, il explique que plus l'enjeu a de valeur, plus le risque est élevé. Or, les grandes villes, en général, et les métropoles, en particulier, concentrent les enjeux. En Tunisie, le Grand Tunis est un espace à risques. La notion d'espace à risques englobe une réalité abstraite (possibilité), les enjeux (personnes, biens, etc.), l'espace naturel du phénomène et les espaces de vulnérabilité. Les espaces d'aléas, quant à eux, sont des espaces où les enjeux ne sont pas aussi importants que les espaces à risques. Le Sebkhet Sejoumi en Tunisie est sujet à un « risque d'inondation », mais il n'y a que quelques constructions et peu d'habitants donc il n'est pour le qu'un espace moment Cependant, un plan de développement urbain y est envisagé, le faisant alors évoluer vers un espace à risques.

Il s'interroge également sur la liste des espaces à risques établie par le gouvernement tunisien et sur les critères de sélection qui ont prévalu. Selon son analyse, ces lieux sont des espaces trop ambivalents. Les espaces à risques sont des espaces potentiellement sinistrés en lien avec les dynamiques urbaines. Il prend l'exemple du quartier des Berges du Lac 1 ou du Kram en périphérie de Tunis. Les constructions ont été faites sur une ancienne zone marécageuse. Les intérêts multiples et le développement croissant renforcent conséquences en cas de sinistre. L'espace à risques se définit aussi par les pratiques citadines. Prenons, par exemple, le cas de l'avenue Habib Bourguiba. Drainant énormément de population chaque jour, elle représente un espace à risques en cas notamment d'attaque terroriste ou de tout autre événement dramatique.

Alexis Sierra fait un parallèle avec la métropole de Ouito, capitale de l'Equateur, où, selon ses travaux, l'urbanisation a engendré le risque. Depuis le XVIe siècle, l'on tente de lutter contre les coulées de boue via le drainage des courants d'eau et la construction de remblais. Or, les coulées de boue ont persisté mais cela n'est devenu un véritable risque que lorsque la presse a commencé à en parler. Il y a logique historique développement urbain qui doit être prise en compte. À la fin des années 1990, un plan d'aménagement est établi contre l'eau, mais il s'agit ici de coulées boueuses, c'est donc un échec. Plus encore, les problèmes viennent de l'importance des enjeux stratégiques. Compte-tenu du coût exorbitant de ces aménagements, on privilégiera un versant par rapport aux autres, en fonction du niveau de risques qu'il représente. Cela se fait donc en fonction de la politique de gestion du risque et du développement de la ville. Pour Quito,

le levier aujourd'hui est la décentralisation. Il y a création de commissariats en charge de la surveillance des sites « à risques » pour certains versants et non pour d'autres, afin de limiter, voire arrêter, la croissance urbaine sur ces versants sujets aux coulées de boue. La logique est historique, ancienne.

Dans le passage de la gestion du risque à la gestion de crise, il y a la notion d'urgence. Il faut circonscrire l'événement. C'est une épreuve pour la société urbaine qui met en jeu ses pouvoirs. Il s'agit d'établir un système d'information géographique pour la gestion de crises dans le but de localiser à la fois les besoins et les ressources de gestion de crises. On s'aperçoit alors que l'espace lui-même devient une ressource. Alexis Sierra explique cela dans l'*Atlas problématique d'une métropole vulnérable* 1.

Enfin, le chercheur met en place la simulation de crises comme une mise à l'épreuve des acteurs urbains. Il fait

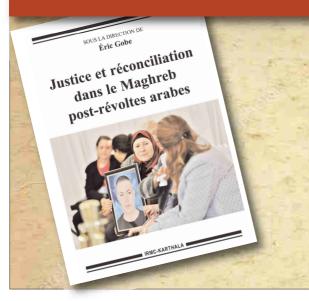
ainsi une cartographie de la simulation qui permet de mettre en lumière les espaces problématiques. Il estime que si, au Pérou, on part des municipalités pour aller vers le national, en Tunisie, à l'inverse, la centralisation du sujet par le ministère de l'Intérieur est très importante. Pourtant, les municipalités se voient déléguer des missions comme l'entretien des routes, qui les confrontent à la gestion de crises. En Tunisie, le projet d'Alexis Sierra porte sur le scénario de crise, outil au service des autorités locales.

Manon Rousselle

¹ METZGER Pascale, GLUSKI Pauline, ROBERT Jérémy, SIERRA Alexis, 2015, Atlas problématique d'une métropole vulnérable: inégalités urbaines à Lima et Callao, Marseille, IRD.

Vient de paraître

GOBE Eric (dir.), 2019, *Justice et réconciliation dans le Maghreb post-révoltes arabes*, Paris, IRMC-Karthala, « Hommes et sociétés », 420 p.



Pas loin de dix ans après le déclenchement des révoltes arabes, qu'en est-il de la réforme de la justice et de la mise en œuvre de la justice transitionnelle sur la rive sud de la Méditerranée ?

ISBN: 978-2-8111-2695-7

Le compromis et l'arrangement à l'épreuve

Approche pragmatique des sexualités dans le contexte tunisien

Séminaire doctoral « Le compromis et l'arrangement à l'épreuve. Approche pragmatique des sexualités dans le contexte tunisien », 18 et 19 avril 2019, Sfax, Tunisie.

Le séminaire doctoral a été organisé par l'IRMC, en partenariat avec ECUMUS, Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Sfax et avec le soutien du GIS genre.

Il visait à construire une réflexion sur les pratiques sexuelles dans leur diversité, notamment dans le contexte tunisien post-2011. Le regard pragmatique ambitionne d'élaborer des « grammaires » des sexualités à partir des formes d'arrangements entre partenaires, des jeux de justifications d'une morale qui pointe les sexualités, de la légitimité de l'engagement de groupes LGBT dans l'espace public, de la critique des logiques d'action liées aux violences sexuelles, *etc.*

Les travaux ont pris la forme de séances plénières assurées par Mohamed Nachi (Université de Liège), Monia Lachheb (IRMC) et Ons Kamoun (Université de Carthage). Les douze doctorant-e-s se sont regroupé-e-s par ateliers pour présenter et discuter leurs travaux de recherche en cours portant tous sur les sexualités. Chaque doctorant-e a tenté d'analyser les formes d'arrangement et de compromis telles qu'elles se manifestent selon son terrain de recherche singulier (l'homosexualité et les formes de religiosité, le harcèlement sexuel dans l'espace public, les sexualités préconjugales des jeunes, etc.). Les analyses témoignent des arrangements des conventions sociales autour des sexualités et des ajustements constamment mobilisés par les acteurs. Ils renseignent, plus largement, sur la dynamique des négociations qui animent la société tunisienne.

Monia Lachheb, chercheure à l'IRMC

Doctoral Workshop "Testing the compromise and the arrangement: pragmatic approaches of sexualities in the Tunisian context", 18-19 April 2019, Sfax, Tunisia.

The doctoral workshop has been organized by the IRMC in partnership with ECUMUS (State, culture, mutations of the society), research unit of the Literature and Humanities Faculty of Sfax and with the support of the GIS (Scientific Interest Group) gender.

This training aimed to build a reflection on sexual practices in their diversity, especially in the post-2011 Tunisian context. The pragmatic approaches want to elaborate a "grammar" of the sexualities based on several starting points: the arrangements' forms between partners, games of justification from a 'sexual' moral, the commitment's legitimacy of the LGBT group in the public sphere, the critics of the action's logic linked to the sexual violence, *etc*.

This work has been organized with plenary sessions with interventions of Mohamed NAchi (University of Liège), Monia Laccheb (IRMC) and Ons Kamoun (University of Carthage). The twelve PhD students have formed groups in order to present and discuss their researches. The work of all the students and trainers was about sexualities. Every PhD student has first analyzed the form of arrangement and compromise and the way they reveal themselves according their particular field of research (homosexuality and religious forms, sexual harassment in the public sphere, the young's premarital sexuality, etc.). Analyzes testify of arrangements on the social conventions around the sexualities and the continual adjustments made by the actors. It shows, largely speaking, the dynamic of the negotiations throughout the Tunisian society.

ندوة عمل الدكتوراه " التوافقات و المعاهدات في الإختبار. مقاربة براقماتية للجنسانية في السياق التونسي"، 18 و 19 أفريل 2019، صفاقس، تونس.

نظمت ندوة عمل الدكتوراه من طرف معهد البحوث المغاربية المعاصرة، بالشراكة مع وحدة البحث الدولة والثقافة وتحولات المجتمع، كلية الآداب و العلوم الإنسانية بصفاقس و بدعم من GIS genre.

تهدف هذه الندوة إلى بناء تفكير في الممارسات الجنسية في تنوعها، خاصة في السياق التونسي ما بعد 2011. تهدف النظرة العملية إلى بناء "قواعد اللغة" للحياة الجنسية إنطلاقا من أشكال الترتيبات بين الشركاء، و مبررات أخلاقية تشير إلى العوامل الجنسية، وشرعية مشاركة مجموعات المثليين في الفضاء العمومي، وانتقاد منطق المثلين في الفضاء الجنسي، إلخ.

أخذت الأعمال شكل جلسات عامة بإشراف محمد ناشي (جامعة لياج) و منية لشهب (معهد البحوث المغاربية المعاصرة) و أنس كمون (جامعة قرطاج). اجتمع طلاب و طالبات الدكتوراه الاثني عشر في ورش عمل لعرض ومناقشة أعمالهم البحثية بصدد الإعداد و المتعلقة كلها بموضوع الجنس. حاول كل طالب و طالبة دكتوراه تحليل أشكال الترتيب والتوافق كما تظهر حسب مجال بحثهم الفريد (المثلية الجنسية وأشكال التدين، والتحرش الجنسي في الفضاء العام، والجنسيات لدى الشباب، إلخ). تشهد التحليلات على الترتيبات و التوافقات الاتفاقات الاجتماعية حول النشاط الجنسي والتعديلات التي تم تعبئتها على النشاط الجنسي والتعديلات التي تم تعبئتها باستمرار من قبل الفاعلين. كما تدل على نطاق أوسع على ديناميكية المفاوضات داخل المجتمع التونسي.

منية لشهب، باحثة بمعهد البحوث المغاربية المعاصرة

Calendrier scientifique

✓ 13-17 janvier 2020

« Ecritures et pédagogie en chantier » Session intensive de chantiers d'écriture, organisée par l'IRMC, pour des enseignants chercheurs (enseignants de l'Université de Kairouan, de l'Université de Jendouba, de l'Université de Sfax) Coordination : Oissila SAAIDIA et Sihem NAJAR

✓ 22 janvier 2020

« Façonnements politiques des minorités sexuelles et de genre en Afrique de l'Ouest francophone » Séminaire de recherche de l'IRMC « Sexualités et politique » Intervention : Christophe BROQUA, anthropologue, chargé de recherche CNRS, Institut des Mondes Africains (IMAf),

Coordination: Monia LACHHEB

✓ 29 janvier 2020

L'Algérie au présent. Entre résistances et changements Présentation de l'ouvrage dirigé par Karima DIRECHE, directrice de recherche CNRS-MMSH-TELEMME, ancienne directrice de l'IRMC

√ 7 février 2020

Réinventer l'amour ? Genre, intimité et romance dans le monde arabe
Présentation de l'ouvrage
Intervention : Corine FORTIER,
chargée de recherche CNRS,
Laboratoire d'Anthropologie Sociale
(LAS) et Irène MAFFI, Professeure
d'anthropologie culturelle et sociale,
STS Lab, Université de Lausanne

∨ 8 février 2020

"Cross Border Reproductive Care in the Maghreb: emerging reproscape?" Présentation des résultats du projet Coordination : **Betty ROULAND** et **Irène MAFFI**

✓ 12 février 2020

« L'Europe et l'exceptionnalisme sexuel » Séminaire de recherche de l'IRMC

« Politique et sexualités » Intervention : **David PATERNOTTE**, professeur associé en sociologie,

Université libre de Bruxelles Coordination : Monia LACHHEB

✓ 18 février 2020

« Tournage et montage d'un film » Atelier de formation pour doctorants et chercheurs

Coordination: Ons KAMOUN

✓ 27 février 2020

« A propos des formes de résistance en Tunisie »

Séminaire de recherche permanent de l'IRMC, fermé au public, « Studio » الخميس في الـ »

Intervention : Ridha BEN AMOR, professeur de sociologie, Université de Tunis

Coordination : Jamie FURNISS et Kmar BENDANA

✓ 29 février 2020

« Tournage et montage d'un film » Atelier de formation pour doctorants et chercheurs

Coordination: Ons KAMOUN

✓ 7 mars 2020

« Attitude »

Atelier documentaire, projection de film et débat en présence de la réalisatrice Inès BEN OTHMAN Coordination: Ons KAMOUN

✓ 11 mars 2020

« Environnement, déchets et économies de recyclage dans le Maghreb contemporain » Masterclass, formation et sortie de terrain à destination de la jeune recherche et des jeunes étudiants Organisé en partenariat avec le laboratoire SYFACTE, Université de Sfax

Coordination : Jamie FURNISS

✓ 6-10 mars 2020

« Atelier de méthodologie en sciences humaines et sociales »

Formation d'étudiants libyens organisée en partenariat avec l'Institut Français de Libye

Coordination: Oissila SAAIDIA et Sihem NAJAR

✓ 14 mars 2020

« Tournage et montage d'un film » Atelier de formation pour doctorants et chercheurs

Coordination: Ons KAMOUN

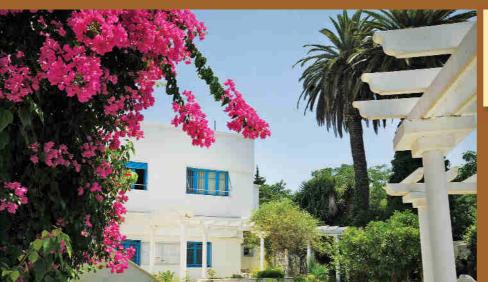
✓ 27 mars 2020

« Sécularisation par le bas » Séminaire organisé par l'IRMC en partenariat avec l'IRD Coordination scientifique : Sarah BEN NEFISSA, IRD, Oissila SAAIDIA

✓ 28 mars 2020

« Tournage et montage d'un film » Atelier de formation pour doctorants et chercheurs

Coordination: Ons KAMOUN



Responsable de *La Lettre de l'IRMC* : **Oissila Saaidia**Responsables éditoriaux : **Alexia Humbert** et **Manon Rousselle**Responsable de communication : **Hayet Naccache**Conception graphique et PAO : **Besma Ouraïed-Menne**ï

Traduction arabe : Khaled Jomni

IRMC, 20 rue Mohamed Ali Tahar, Mutuelleville, 1002 TUNIS
Tél: (+216) 71 796 722
E-mail: direction@irmcmaghreb.org
Site internet: www.irmcmaghreb.org





